

Gouvernance mondiale au service de la nutrition et rôle du UNSCN



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Mars 2017

Tous droits réservés. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve que le UNSCN soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que le UNSCN approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat du UNSCN, à l'adresse: info@unscn.org.

Gouvernance mondiale au service de la nutrition et rôle du UNSCN



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Mars 2017

Remerciements

Document établi par M^{me} Sharon Friel, School of Regulation and Global Governance (RegNet), Australian National University, avec l'assistance de M. Phillip Baker et de M^{me} Janice Lee, School of Regulation and Global Governance (RegNet), Australian National University, de M. Nicholas Nisbett, Institute of Development Studies, de M. Kent Buse, ONUSIDA, et de M^{me} Stineke Oenema, Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. Des remerciements sont également adressés à M^{me} Janice Meerman pour la révision du document.

Le présent document est disponible sur le site du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, à l'adresse www.unscn.org.

Sommaire

Contexte	3
Buts et objectifs	4
Définitions	4
1. Le défi de la malnutrition	6
1.1. La situation de la malnutrition	6
1.2. Les causes de la malnutrition sous toutes ses formes	7
1.3. Une profonde volonté politique d'agir	9
2. Principaux acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale	11
2.1. Quelles sont les entités concernées?	11
2.2. Rôle et type d'intervention des acteurs: le mandat et les activités des différents intervenants	13
3. Gouvernance de la nutrition: trois défis	18
3.1. Perspective intersectorielle	18
3.2. Responsabilité	19
3.3. Obligation de rendre compte	19
4. Voie à suivre pour le UNSCN	20
4.1. Rôle 1: Renforcer la cohérence	21
4.2. Rôle 2: Assurer une orientation stratégique	22
4.3. Rôle 3: Améliorer l'accès à des données probantes et renforcer l'obligation de rendre compte	24
Conclusion	26
Annexe 1. Méthodes de recherche	27
Collecte de données	27
Présentation des données	28
Limites de la méthode	28
Annexe 2. Liste des acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale, leur domaine d'action prioritaire et leur rôle	29
Références	58
Liste des abréviations	62

Contexte

Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies a été créé en 1977 par le Conseil économique et social des Nations Unies pour faire progresser les travaux interorganisations du système des Nations Unies dans le domaine de la nutrition. Son mandat à l'époque – et encore aujourd'hui – était de donner une direction, de l'ampleur, une certaine cohérence et un certain impact à la réponse apportée par le système aux problèmes alimentaires mondiaux¹. Les fonctions du UNSCN, telles que définies dans son Plan stratégique 2016-2020, sont énumérées dans l'encadré 1.

Encadré 1. Fonctions du UNSCN, 2016-2020¹

- **Fournir** une orientation stratégique globale et sensibiliser les acteurs concernés en matière de nutrition afin de s'assurer de l'engagement et de l'investissement au plus haut niveau et de faire avancer la cause de la sécurité nutritionnelle pour tous.
- **Renforcer** le dialogue et les liens et favoriser l'action conjointe, les partenariats et la responsabilité mutuelle des différents organismes des Nations Unies en matière de nutrition.
- **Harmoniser** les concepts, y compris les méthodologies et les principes, politiques et stratégies adoptés pour répondre aux besoins nutritionnels des pays.
- **Faciliter** l'échange de connaissances sur les pratiques, les outils et les besoins, en renforçant la cohérence du programme mondial de services publics relatifs à la nutrition, et déterminer quelles sont les questions qui se font jour.
- **Communiquer** sur les tendances, les progrès et les résultats et renforcer la sensibilisation au niveau mondial par l'intermédiaire des réseaux et plateformes.
- **Entamer** et faciliter le dialogue avec les parties prenantes des domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ainsi que de la protection sociale, afin de renforcer l'action menée en matière de nutrition et d'intégrer systématiquement ce thème aux politiques de développement.

Au cours des quarante années qui ont suivi la création du UNSCN, les enjeux en matière d'alimentation et de nutrition ont considérablement évolué. Aujourd'hui, la malnutrition constitue un thème central, au cœur des préoccupations mondiales dans les domaines de la santé, de l'équité sociale et de la durabilité environnementale. À l'échelle internationale, les questions de nutrition suscitent un intérêt grandissant et on reconnaît désormais les liens qui unissent santé, alimentation et environnement; cette prise de conscience conduit ainsi à un rapprochement d'un grand nombre de parties prenantes au sein du système des Nations Unies et en dehors, et ce, dans différents domaines stratégiques.

En conséquence, on assiste aujourd'hui à l'émergence d'un écosystème plus dense et plus diversifié d'acteurs, qui influencent directement ou indirectement l'état nutritionnel des populations, depuis les gouvernements jusqu'à la famille, en passant par le secteur privé, les organisations philanthropiques et les médias. D'autres agents du changement, d'un genre nouveau, ont également pris place dans ce paysage, notamment des associations de consommateurs ainsi que des chefs cuisiniers à la popularité grandissante, qui laissent entrevoir une transformation des normes culturelles et sociales². Il faut se réjouir de cette diversification des acteurs. Si l'on parvenait à exploiter de manière stratégique leur expertise et leur influence, il deviendrait possible de procéder à cette transformation structurelle en profondeur dont nous avons absolument besoin pour combattre la malnutrition sous toutes ses formes et dans toutes les communautés aux quatre coins de la planète.

Buts et objectifs

Compte tenu des changements qui s'opèrent dans le paysage nutritionnel et des nombreuses initiatives, liées de manière directe ou indirecte à la nutrition, qui sont entreprises par un large éventail d'acteurs étatiques et non étatiques aux niveaux international, national et infranational, il apparaît opportun que le UNSCN – véritable «centre nerveux du système des Nations Unies» ayant comme mandat de définir la direction, l'ampleur, la cohérence et l'efficacité de la réponse du système aux problèmes alimentaires mondiaux – dresse un état des lieux de la situation de la nutrition dans le monde et des dispositifs de gouvernance y afférents.

Principal aboutissement de cet état des lieux, le présent rapport a pour objet, d'une part, de proposer un inventaire des acteurs publics et privés ainsi que des réseaux d'intervenants qui influencent les programmes relatifs à la nutrition dans le monde, et d'autre part, de formuler des recommandations quant au rôle du UNSCN dans le cadre d'un système de gouvernance mondial, en mettant l'accent sur les acteurs du système des Nations Unies.

Les objectifs spécifiques de ce document de travail sont les suivants:

1. **Dresser la liste des intervenants** en proposant une cartographie des acteurs et réseaux impliqués dans la nutrition à l'échelle internationale, classés par type d'organisation;
2. **Présenter le rôle et le type d'intervention des acteurs** en exposant les grandes lignes de leur mandat et de leurs activités (coordination, définition des priorités, élaboration de politiques, intervention technique, suivi et reddition de comptes);
3. **Mettre en lumière les enjeux de gouvernance** en proposant un tour d'horizon des principaux défis que pose la gouvernance dans le domaine de la nutrition;
4. **Formuler des recommandations** quant au rôle que le UNSCN est appelé à jouer dans le paysage mondial actuel de la nutrition, fort du mandat que lui a confié le Conseil économique et social et de son orientation axée sur le système des Nations Unies.

Définitions

Dans le présent document, la «gouvernance mondiale de la nutrition» désigne le réseau d'acteurs dont la fonction désignée principale consiste à améliorer les résultats dans le domaine de la nutrition en instaurant des processus et des mécanismes visant à favoriser la coordination, la définition des priorités, la prise de décisions (y compris la définition de normes), la mise en œuvre et la reddition de comptes.

La «gouvernance au service de la nutrition» se définit quant à elle comme le processus permettant d'exploiter ou d'atténuer, selon qu'elles sont positives ou négatives, les retombées en matière de nutrition des politiques élaborées dans des domaines autres, comme l'éducation, l'emploi, la santé, l'environnement et le commerce. Même si ce n'est pas leur intention première, les entités intervenant dans ces domaines d'action ont une influence sur la nutrition; c'est pourquoi les acteurs engagés dans la gouvernance de la nutrition doivent apprendre à faire entendre leur voix dans ces autres sphères.

Les «acteurs», ou «intervenants», désignent les entités qui influent sur le cours des événements au sein du système nutritionnel mondial, que ce soit de manière non intentionnelle ou dans le cadre d'un mandat portant explicitement sur la nutrition. Il peut s'agir d'organisations individuelles ou de groupements qui, ensemble, constituent une plateforme capable d'influencer ou de coordonner les actions. Ces entités sont ici classées dans les catégories suivantes:

- Système des Nations Unies (notamment les organismes des Nations Unies, leurs organes subsidiaires, les fonds et les programmes, les commissions, les institutions spécialisées, les départements et les bureaux, et les plateformes);
- Société civile et organisations non gouvernementales (ONG);
- Institutions financières et banques de développement multilatérales;
- Gouvernements nationaux et organisations multilatérales;
- Organisations philanthropiques;
- Partenariats public-privé et initiatives multipartites;
- Entreprises privées;
- Associations, réseaux et instituts de recherche.



1. Le défi de la malnutrition

1.1. La situation de la malnutrition

Malgré les progrès observés au niveau de certains indicateurs de la dénutrition et de la faim, les améliorations demeurent inégales d'un pays à l'autre et entre les groupes de population, en particulier les enfants, les personnes pauvres et celles qui vivent des situations de crise³. La consommation insuffisante d'aliments nutritifs est l'une des causes immédiates de la dénutrition, qui se manifeste par le retard de croissance, l'émaciation et le stress physiologique, et s'accompagne d'une importante altération du fonctionnement du système nerveux autonome, de concentrations anormales de cortisol dans le sang et d'un affaiblissement de la résistance de l'organisme aux infections⁴. La dénutrition entraîne généralement de multiples carences en micronutriments, qui ont des effets néfastes sur le système immunitaire, la croissance, les fonctions cognitives et la procréation⁵⁻⁸. Ces effets, pris dans leur ensemble, font de la dénutrition un risque de santé majeur. Le stress physiologique et les méfaits à long terme d'une alimentation inadéquate et d'un apport insuffisant en nutriments peuvent conduire à une dégradation de l'organisme, ce qui peut entraver le fonctionnement et la guérison de chacun des organes⁹, et finalement entraîner la mort.

Le fardeau de la dénutrition est réparti de manière inégale, et ce sont les populations des pays à faible revenu, les femmes enceintes et les enfants qui sont les plus touchés. Une consommation insuffisante d'aliments et, partant, de nutriments pendant la période intra-utérine, la petite enfance et l'enfance peut nuire au développement cognitif et mental, et a été établie comme un facteur contribuant aux mauvais résultats scolaires et à des troubles du comportement^{4,10,11}. Durant l'âge adulte, la dénutrition est associée à une hausse de l'absentéisme combinée à une baisse de la productivité dans les emplois manuels⁴, ainsi qu'à une dégradation de la qualité de vie et à un ralentissement de la croissance économique. Par ailleurs, la dénutrition entraîne une détérioration de la santé et du bien-être de plusieurs générations. Les femmes sous-alimentées sont davantage susceptibles de donner naissance à des bébés en insuffisance pondérale, qui seront par conséquent plus vulnérables aux maladies chroniques¹⁰.

Parallèlement, un nombre croissant de personnes dans le monde consomment trop de calories et pas assez de micronutriments. Dans les pays industrialisés, on observe depuis plusieurs dizaines d'années une transition vers des régimes alimentaires qui se caractérisent par une consommation accrue de matières grasses, d'édulcorants et d'aliments fortement transformés. Une analyse récente révèle que cette transition nutritionnelle s'opère également à un rythme accéléré dans les pays à revenu faible ou intermédiaire¹², avec de fortes disparités socioéconomiques à l'échelle mondiale entre les différents groupes de populations³. Les régimes dans lesquels ces aliments sont présents en quantités excessives augmentent les risques de maladies non transmissibles, comme la cardiopathie ischémique, les accidents vasculaires cérébraux, l'athérosclérose, l'insulinorésistance, le diabète, l'insuffisance rénale chronique, l'ostéoporose, la carie dentaire, la cholécystopathie et certains cancers^{13,14}. Ces maladies chroniques liées à la nutrition figurent parmi les principales causes de mortalité dans le monde, et c'est dans les pays à faible revenu que ce fléau se propage le plus rapidement¹⁵. S'ils ne sont pas accompagnés d'une activité physique intense, ces régimes alimentaires fortement caloriques peuvent favoriser l'obésité, qui est associée à un risque plus élevé de morbidité et de mortalité prématurée en raison de complications diverses: hypertension, cardiopathie ischémique, accidents vasculaires cérébraux, diabète, ostéoporose, troubles musculosquelettiques, asthme, apnée du sommeil, dépression et autres troubles mentaux, et certains cancers^{16,17}.

1.2. Les causes de la malnutrition sous toutes ses formes

Il va sans dire que des améliorations en profondeur sont nécessaires. La notion de liberté évoquée par Amartya Sen – à savoir la liberté dont une personne dispose de mener la vie qu'elle juge bonne¹⁸ – peut s'appliquer dans le contexte d'une nutrition adéquate et du droit à l'alimentation et à la santé. Comme en témoigne l'état des lieux dressé ci-dessus, le monde est marqué par des inégalités en matière de nutrition et de santé, non seulement entre les différentes couches socioéconomiques de la population, mais entre des nations entières. À l'évidence, les individus ne jouissent pas tous d'une telle liberté.

L'objectif d'une bonne nutrition pour tous ne pourra être atteint sans un rééquilibrage des ressources. La liberté de vivre en bonne santé est synonyme d'émancipation – matérielle, psychologique et politique – des personnes, des communautés et des nations. Il est indispensable que les populations puissent satisfaire leurs besoins matériels de base pour mener une vie décente. Les gens doivent être en mesure d'exercer un contrôle sur leur vie. Ils doivent pouvoir faire entendre leur voix et participer à la prise de décisions et à la mise en œuvre.

L'émancipation de même que le droit à l'alimentation et à la santé dépendent des facteurs déterminants de la malnutrition, à savoir les caractéristiques fondamentales – sur les plans politique, économique, environnemental et culturel – des sociétés humaines contemporaines, et leurs interactions les unes avec les autres. En d'autres termes, l'émancipation de tous les groupes sociaux pour l'accès à une bonne nutrition est influencée par les conditions de vie quotidiennes dans lesquelles les populations naissent, vivent, apprennent, travaillent, se nourrissent et vieillissent. Ces conditions d'existence sont façonnées par les normes, les valeurs, les politiques (notamment économiques, sociales, sanitaires et alimentaires), les institutions et les processus qui régissent la société aux échelons local, national et mondial, et qui définissent de manière systématique la répartition des déterminants de la malnutrition¹⁹. Ensemble, les facteurs structurels et les conditions de vie quotidiennes (définis comme les processus de base et les processus et résultats sous-jacents à la figure 1) constituent les déterminants de la nutrition et de la santé²⁰. Dans nombre de pays, les adultes et les enfants vivant dans des foyers dont le revenu est égal ou inférieur au seuil de la pauvreté, avec des difficultés d'accès à l'éducation, à des soins de santé de qualité et à la protection sociale, ou dont les conditions de travail sont précaires, présentent bien plus de risques de souffrir de malnutrition et de maladies liées à l'alimentation; le même constat vaut pour les populations qui vivent des situations de crise^{21,22}.

Les recherches et les politiques menées au cours des dernières décennies se sont concentrées sur les problèmes qui entravent l'accès des ménages à l'alimentation, la nutrition des enfants et les pratiques de soins²³. Les études réalisées ont mis en relief l'importance des facteurs intergénérationnels liés à l'état nutritionnel de la mère, mais aussi celle des 1 000 premiers jours de la grossesse et de la petite enfance, qui influencent la santé et le développement tout au long de l'existence¹¹. La santé maternelle et l'alimentation des nourrissons sont tous deux fortement tributaires de l'accès à des systèmes de santé, à commencer par l'obtention de soins et de conseils adaptés au sein même de la communauté et la possibilité de donner naissance en toute sécurité dans des centres médicaux. L'environnement sanitaire joue un rôle essentiel dans la mesure où il permet de s'assurer que l'état immunitaire et l'absorption alimentaire ne sont en rien amoindris par des infections, des maladies ou d'autres problèmes intestinaux chroniques.

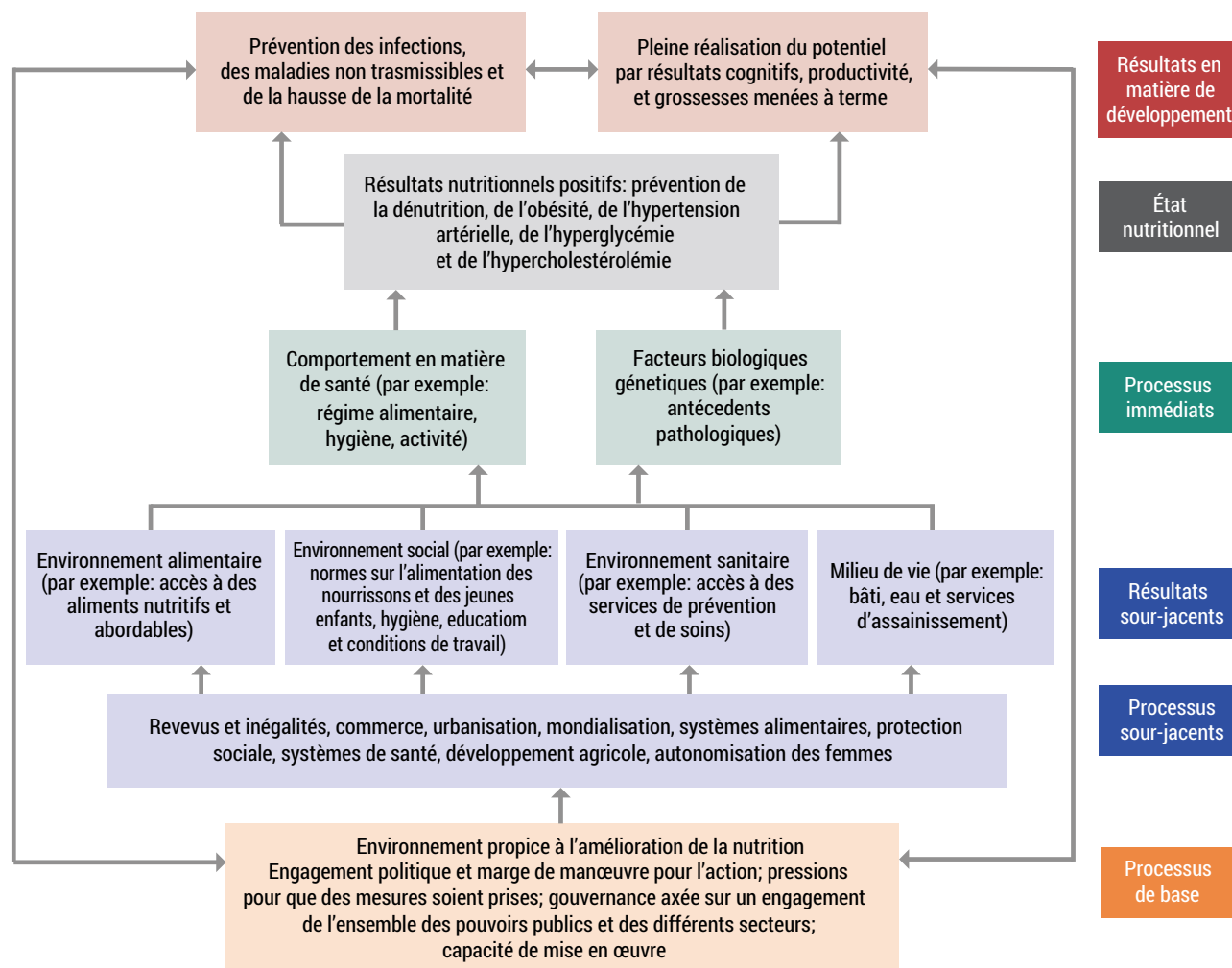
Les recherches et les politiques s'intéressent également de plus en plus aux systèmes alimentaires – de la production à la consommation en passant par la fabrication, la commercialisation et la vente au détail – et au rôle important qu'ils jouent dans la malnutrition de par leur influence sur les quantités d'aliments disponibles pour la consommation, sur la sécurité sanitaire, la qualité nutritionnelle et le prix de ces aliments ainsi que sur l'accès physique aux denrées alimentaires et sur leur acceptabilité au sein des communautés. Les systèmes alimentaires ont des répercussions considérables sur les pratiques optimales d'alimentation des nourrissons: ils influent en effet sur le degré d'adoption et de promotion de l'allaitement au sein comme mode d'alimentation exclusif dès la naissance, et sur la façon dont cette pratique est par la suite complétée grâce à l'introduction d'aliments complémentaires adéquats. Les chaînes de valeur alimentaires transnationales

hautelement industrielles, alimentées par des producteurs, des transformateurs, des chaînes de supermarchés et des fournisseurs de services de restauration intégrés verticalement, constituent désormais le modèle de système alimentaire dominant à l'échelle planétaire. L'émergence de ces systèmes est le résultat 1) de l'ouverture des marchés intérieurs au commerce international des denrées alimentaires et aux investissements étrangers directs, puis 2) de l'implantation et de la croissance d'entreprises agroalimentaires multinationales sur le marché mondial, et enfin 3) de campagnes publicitaires agressives orchestrées par ces géants du secteur aux quatre coins de la planète²⁵. Ces changements se sont traduits par une concentration du marché, à tel point que le contrôle de la production alimentaire passe de plus en plus dans les mains de multinationales de l'agroalimentaire et de la vente au détail. Prises ensemble, toutes ces tendances ont privé les producteurs locaux, les consommateurs et, dans certains cas, les décideurs, de leur pouvoir d'influence^{19,26-28}. Elles portent également atteinte aux environnements alimentaires nationaux puisque les produits alimentaires fortement transformés, pauvres en nutriments et caloriques deviennent plus accessibles, abordables et acceptables que les aliments complets et riches en nutriments. Les bouleversements qui en ont résulté sur le plan des pratiques d'alimentation, de l'alimentation des nourrissons, des modes de consommation alimentaire et de l'état nutritionnel ont contribué à l'augmentation des maladies non transmissibles et à la persistance des carences en micronutriments²⁹. Paradoxalement, bien qu'ils n'aient jamais été aussi connectés à l'échelle mondiale, certains pays demeurent relativement peu intégrés aux marchés et disposent d'un accès restreint à des produits nutritifs, sains et abordables.

Même s'ils ne sont pas représentés à la figure 1, les liens entre l'environnement naturel et les problèmes de malnutrition sont de plus en plus reconnus³⁰⁻³³. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le changement climatique d'origine humaine de même que d'autres formes de dégradation environnementale entravent déjà le fonctionnement du système alimentaire mondial, ce qui se manifeste par un amoindrissement de la quantité, de la qualité et de la disponibilité économique des denrées alimentaires dans nombre de pays, et plus particulièrement dans les régions tropicales et subtropicales, déjà touchées par de hauts niveaux d'insécurité alimentaire³⁴⁻³⁶. À mesure que la température de la planète augmente, les effets sur le climat se feront de plus en plus sentir, avec par exemple des précipitations et des inondations d'une violence extrême, des glissements de terrain ou des pénuries d'eau. Autant d'événements climatiques qui constitueront une menace pour les personnes, les biens, les économies et les écosystèmes³⁷. Leurs conséquences seront nombreuses: faim, inanition, déplacements de populations, misère; pertes d'emplois dans l'agriculture et risque d'augmentation des taux de suicide, en particulier chez les agriculteurs^{36,38,39}.

Avec la prise de conscience grandissante des effets néfastes de ces systèmes, on observe une montée en puissance de chaînes d'approvisionnement alimentaire d'un nouveau genre aux niveaux national et local (coopératives de producteurs, agriculture soutenue par la communauté, exploitations agricoles artisanales) ainsi que de systèmes citoyens de production agricole reposant sur les jardins potagers des ménages et les jardins communautaires⁴⁰.



Figure 1.**Schéma conceptuel du cycle de progression vers une amélioration de l'état nutritionnel⁴¹**

1.3. Une profonde volonté politique d'agir

Aujourd'hui, ces défis en matière d'alimentation et de nutrition figurent au cœur des débats sur la scène politique internationale. À l'occasion de l'Assemblée mondiale de la Santé en 2012, les États Membres ont approuvé les cibles mondiales en matière de nutrition pour 2025 visant à améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et l'enfant en bas âge, et ont pris l'engagement de procéder à un suivi des progrès réalisés. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), réunion intergouvernementale sur la nutrition organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), s'est tenue en novembre 2014. Comme cela avait été souligné à cette occasion, les problèmes de nutrition requièrent une intervention intersectorielle^{42,43}. En 2015, 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été définis dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'ODD 2 vise explicitement à éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030; cependant, compte tenu de la nature intersectorielle des déterminants de la malnutrition, un grand nombre, si ce n'est la majorité,

des ODD ont des incidences dans le domaine de la nutrition (par exemple, ceux qui touchent à la pauvreté, à la promotion d'une vie saine, à l'éducation, à l'égalité entre les sexes, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, à la croissance économique et aux conditions de travail). Cette observation est corroborée par le Rapport sur la nutrition mondiale qui, après une analyse des 242 indicateurs proposés pour l'ensemble des 17 ODD, a recensé 56 indicateurs présentant un intérêt pour la nutrition⁴¹. La volonté politique d'agir sans tarder au niveau mondial pour lutter contre les problèmes de nutrition s'est clairement manifestée lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, en avril 2016, une résolution proclamant la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)⁴⁴. En donnant leur aval à cette résolution, les gouvernements ont approuvé la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action adopté à la CIN2 en novembre 2014. Ce faisant, les organismes du système des Nations Unies et les gouvernements se sont engagés à réduire la sous-alimentation, le retard de croissance, le dépérissement, le déficit pondéral et l'excès pondéral de l'enfant de moins de 5 ans, ainsi que les carences en micronutriments, l'excès pondéral, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation dans toutes les classes d'âge.



Nous avons une occasion unique de mettre à profit cette volonté politique de s'attaquer aux défis posés par la malnutrition dans le monde en mettant à contribution l'ensemble des parties prenantes que nous venons d'évoquer. Notre connaissance des déterminants de la malnutrition n'a jamais été aussi vaste qu'aujourd'hui. Il nous faudra pouvoir nous appuyer sur des mécanismes inclusifs de gouvernance et sur une gestion rigoureuse afin de mettre en œuvre les mesures transformatrices requises aux niveaux mondial, national et local.

2. Principaux acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale

La présente section propose un inventaire et une cartographie des différents acteurs qui exercent une influence sur la nutrition au niveau mondial. Elle comprend également une description de leur mandat et de leurs activités. L'analyse porte sur les acteurs qui ont été recensés au moyen d'un examen de la littérature et de recherches sur internet – à commencer par le site web du UNSCN et la documentation connexe – puis par une recherche «de proche en proche» (voir l'annexe 1 pour obtenir une explication détaillée des méthodes employées).

Il est important de noter que cette approche n'a pas permis de faire entièrement état de certains intervenants incontournables. C'est notamment le cas des pouvoirs publics à tous les échelons – national, régional et local – qui jouent un rôle de premier plan dans l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations. Ils définissent les paramètres de politique générale dans le cadre desquels l'ensemble des autres acteurs publics et privés agissent; ce sont également eux qui façonnent le programme mondial en matière de nutrition à travers les organes directeurs des organisations intergouvernementales et internationales. Outre les pouvoirs publics, il y a de nombreux acteurs «en devenir» dans le domaine de la nutrition – associations de consommateurs, chefs cuisiniers très en vue et autres personnalités – qui peuvent avoir une influence sur l'état nutritionnel des communautés, mais qui ne sont pas tous recensés dans le présent rapport.

2.1. Quelles sont les entités concernées?

Cent soixante-sept intervenants ou réseaux ont été recensés comme faisant partie des acteurs de premier plan de la nutrition à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie. Leur répartition, en fonction du type d'organisation auquel ils appartiennent, est indiquée au tableau 1. La liste complète des acteurs, avec un aperçu de leur mandat et de leur rôle, est fournie à l'annexe 2.

Tableau 1.
Nombre d'acteurs recensés, par type d'organisation

Type d'organisation (dimension internationale)	Nombre d'acteurs recensés		
	Analyse de la littérature	Recherche sur le web	Total
Système des Nations Unies*	27	16	35
Société civile et organisations non gouvernementales	19	44	56
Institutions financières et banques de développement multilatérales	2	3	3
Gouvernements nationaux et organisations multilatérales*	3	6	8
Organisations philanthropiques**	1	2	2
Entreprises privées	7	13	15
Partenariats public-privé et initiatives multipartites	10	5	12
Associations, réseaux et instituts de recherche	12	29	36
Total	83	118	167

Remarque

* comprend l'ensemble des organismes des Nations Unies, leurs organes subsidiaires, les fonds et les programmes, les commissions, les institutions spécialisées, les départements et les bureaux, et les plateformes;

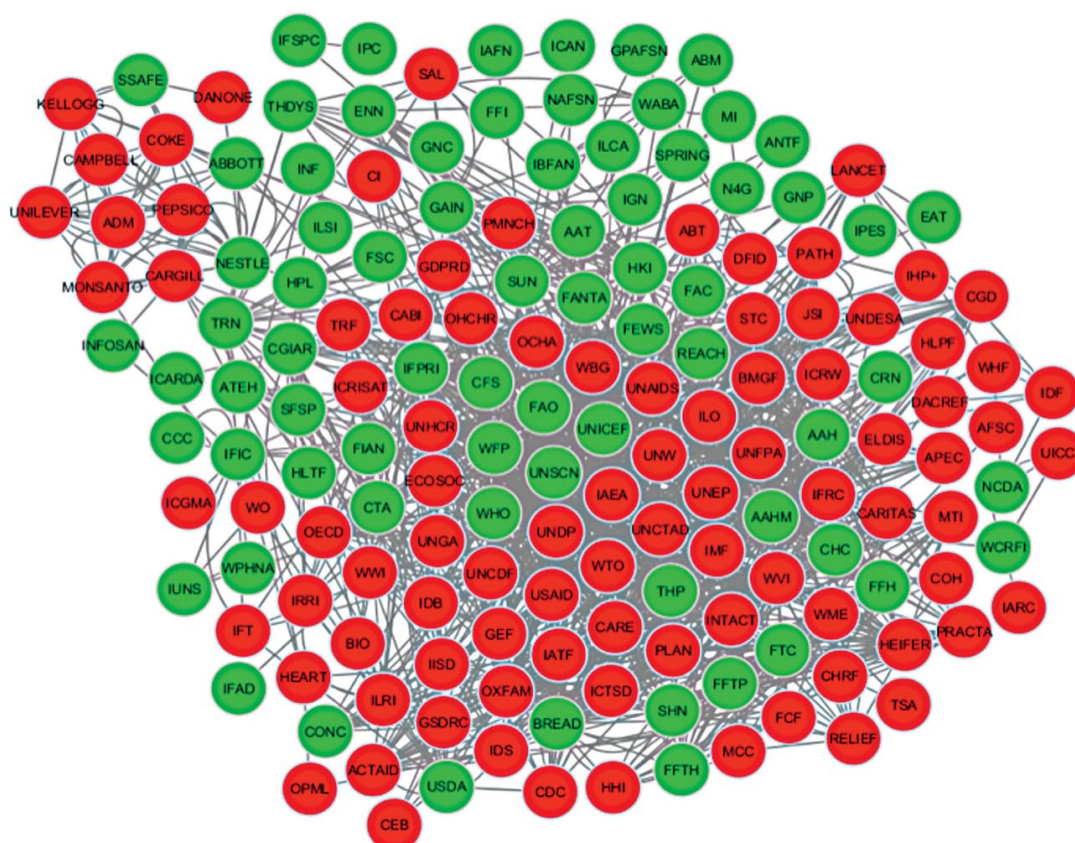
** comprend les ministères, les institutions financières et bilatérales ainsi que les organisations multilatérales.

Une carte du réseau des acteurs qui jouent un rôle dans la nutrition à l'échelle internationale est présentée à la figure 2 (voir l'annexe 2 pour obtenir tous les détails, avec une explication de la signification des sigles et acronymes). Le présent rapport étant destiné au UNSCN, celui-ci figure au centre de la carte, entouré des autres acteurs auxquels il est connecté par des liens formels ou informels et qui ont été recensés au moyen d'une analyse de la littérature et de recherches sur le web. Compte tenu de la stratégie de recherche employée, qui consistait à effectuer une recherche «de proche en proche» à partir du site web du UNSCN et de la documentation associée, les acteurs placés à proximité du UNSCN sont ceux avec lesquels il est connecté par des liens formels; le réseau s'étend ensuite aux autres acteurs avec lesquels le UNSCN entretient des relations informelles. Il convient de noter que les 167 acteurs ne figurent pas tous sur la carte du réseau. Cela s'explique par le fait que certains d'entre eux ne ressortent pas dans les résultats de recherche avec Google ou par adresse URL, ou qu'il n'a pas été possible d'établir de liens entre eux et d'autres acteurs.

Les figures 2 et 3 constituent de simples représentations visuelles des acteurs; elles n'illustrent en aucune façon leur influence relative au sein du système. La figure 2 met en évidence le nombre et la diversité des organismes, initiatives, fonds et plateformes intersectorielles qui ont un impact sur la nutrition à l'échelle mondiale et qui sont connectés entre eux de diverses manières, classés selon qu'ils disposent ou non d'un mandat portant explicitement sur la nutrition. Nous avons opté pour cette catégorisation dans le but de faire ressortir les principaux acteurs de la gouvernance de la nutrition. Comme mentionné précédemment, cette gouvernance est définie aux termes du présent rapport comme le groupe d'acteurs dont le mandat ou la vocation première consiste à améliorer la nutrition, de même que les règles et les normes, officielles ou non, qui régissent leurs interactions. La figure 3 propose une cartographie qui représente uniquement ce groupe d'acteurs.

Figure 2.

Carte du réseau des acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale, classés par couleur selon la place de la nutrition dans leur mandat

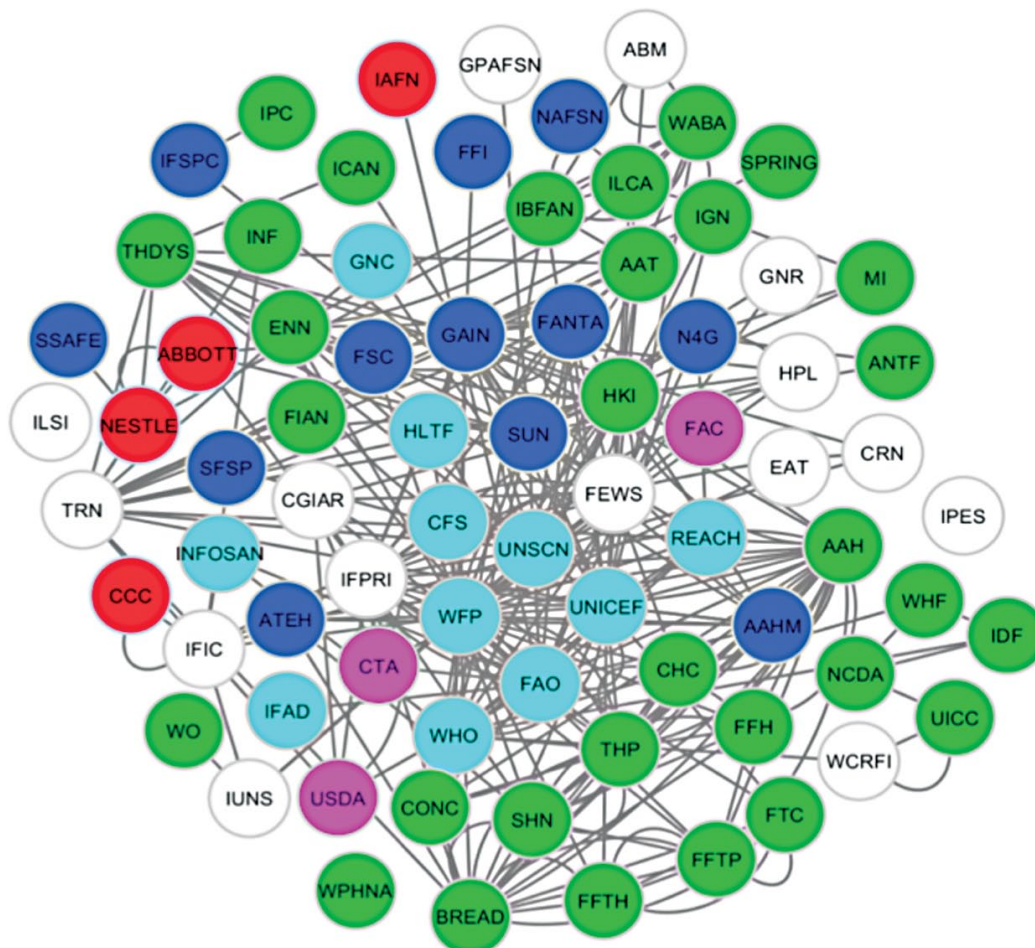


Remarque

Vert = Mandat ou mission portant explicitement sur la nutrition; Rouge = Pas de mandat explicite en lien avec la nutrition.

Figure 3.

Carte du réseau des acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale dont le mandat porte explicitement sur la nutrition, classés par couleur selon le type d'organisation auquel ils appartiennent

**Remarque**

Bleu clair = Système des Nations Unies; Vert = Société civile et ONG; Rose = Gouvernements nationaux et organisations multilatérales; Rouge = Entreprises privées; Bleu foncé = Partenariats public-privé et initiatives multipartites; Blanc = Organisations professionnelles, réseaux et instituts de recherche.

2.2. Rôle et type d'intervention des acteurs: le mandat et les activités des différents intervenants

Les gouvernements nationaux sont, au bout du compte, les acteurs principaux chargés d'établir les cadres de décision nationaux qui régissent les interventions des autres acteurs des secteurs public et privé. Les organismes du système des Nations Unies, par le truchement de leurs organes directeurs, de leurs mécanismes de coordination et de leurs plateformes nationales, apportent leur concours aux gouvernements à cet égard en leur offrant leur appui pour l'élaboration de politiques, en renforçant leur accès aux ressources sur les questions de nutrition, en développant et en renforçant leurs capacités techniques et fonctionnelles, mais aussi en appuyant les activités de mise en œuvre pour prévenir et réduire la malnutrition sous toutes ses formes.

Il n'y a pas un seul et unique organisme des Nations Unies chargé des questions de nutrition, pas plus qu'il n'y a un seul organisme capable d'épauler les gouvernements nationaux dans la lutte contre la malnutrition; un large éventail d'organismes, de départements et de plateformes sont appelés à apporter leur pierre à l'édifice. Comme on peut le constater aux figures 2 et 3, **l'OMS, la FAO, le PAM, le FIDA et l'UNICEF** ont chacun un rôle explicite à jouer en ce qui a trait à la nutrition. En outre, plusieurs organismes et programmes des Nations Unies tels que **le PNUE, l'AIEA et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires**, bien qu'ils n'aient pas de mandat explicite en matière de nutrition, n'en demeurent pas moins indispensables pour assurer le maintien de liens durables entre nutrition et environnement, nutrition et intervention humanitaire, nutrition et technologie ou encore nutrition et agriculture.

Les différentes fonctions de ces organismes en matière de nutrition sont reliées les unes aux autres par le biais d'un mécanisme fédérateur à l'échelle des Nations Unies: le UNSCN. À cet égard, le UNSCN peut être perçu comme le «centre nerveux» du système des Nations Unies pour toutes les activités relatives à la nutrition. Doté d'un mandat clair, qui en fait la plateforme principale pour l'établissement des objectifs des Nations Unies en matière de réduction de la malnutrition sous toutes ses formes au niveau mondial, le UNSCN travaille en étroite collaboration avec ses membres pour assurer la cohérence des politiques et activités axées sur la nutrition dans l'ensemble du système des Nations Unies, en apportant son appui aux différents organismes du système dans le cadre de leurs interventions auprès des gouvernements nationaux et en mettant en place les structures de base sur lesquelles les acteurs du système peuvent s'appuyer et s'aligner.

Ces rôles sont énoncés dans les *objectifs stratégiques du UNSCN pour 2016-2020*, comme suit:

- i) Porter à son maximum la cohérence de la politique,ⁱ ainsi que l'action de sensibilisation, menées par le système des Nations Unies en matière de nutrition;
- ii) Favoriser la cohérence dans l'exécution des programmes et faire rendre des comptes à ce sujet par le système des Nations Unies;
- iii) Étudier les nouvelles problématiques qui se font jour dans le domaine de la nutrition;
- iv) Promouvoir le partage des connaissances au sein du système des Nations Unies.

Ces objectifs reposent sur les cinq principes directeurs ci-dessous, tirés du Plan stratégique 2016-2020 du UNSCN:

- 1) Le Comité se fonde sur le cadre des droits de l'homme, en particulier sur le droit à une alimentation suffisante et à une bonne nutrition;
- 2) Il préconise un fonctionnement et une gouvernance transparents, efficaces et ouverts;
- 3) Il s'appuie sur le mandat et les points forts de ses membres, et travaille selon un principe de subsidiarité afin de garantir un maximum d'effets tout en évitant de déployer les efforts deux fois;
- 4) Il s'associe de manière sélective avec d'autres organisations, programmes ou plateformes, afin d'ouvrir le champ de ses relations, au-delà du système des Nations Unies, avec les acteurs et parties prenantes pertinents dans le domaine de la nutrition;
- 5) Il rend compte régulièrement des progrès réalisés et des résultats obtenus aux organes directeurs compétents de l'ONU, en particulier l'ECOSOC.

Pour réaliser les objectifs qui sont les siens, le UNSCN fonctionne selon différents mécanismes de collaboration, comme on peut le voir à la figure 4. Historiquement, le UNSCN était composé de trois grands types de membres: des institutions des Nations Unies, y compris des institutions financières et des organes intergouvernementaux;

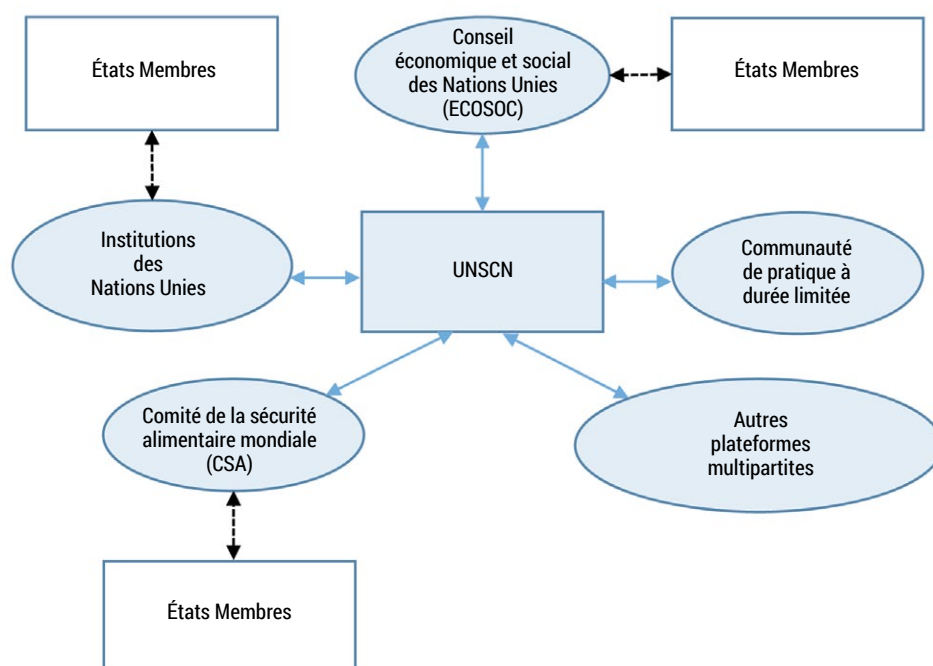
ⁱ La cohérence de la politique consiste à promouvoir systématiquement au sein des organismes publics des actions qui se renforcent mutuellement, en créant ainsi des synergies qui concourent à la réalisation des objectifs fixés. Des incohérences apparaissent lorsque les politiques produisent, accidentellement ou délibérément, des résultats qui leur sont réciproquement préjudiciables. Par exemple, des subventions à l'exportation de thon en conserve visant à promouvoir la croissance économique peuvent dans le même temps favoriser (par inadvertance) une baisse de la consommation intérieure de thon, ce qui serait en contradiction avec une campagne de santé publique qui encourage une plus grande consommation de poisson. (FAO, 2017).

des partenaires bilatéraux; et, enfin, des ONG, des représentants de la société civile et des institutions de recherche. Des groupes de travail, composés de différents membres et partenaires du UNSCN, se penchaient sur les principales lacunes sur le plan des connaissances et des pratiques, en prenant soin d'étudier les problèmes émergents dans le domaine de la nutrition et de fournir des recommandations quant aux moyens d'y remédier. Aujourd'hui, le UNSCN se limite aux organismes des Nations Unies et ne compte plus de pays ni d'organisations non gouvernementales ou de la société civile parmi ses membres.

Le UNSCN entend solliciter la participation d'un plus grand nombre d'organismes des Nations Unies en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques pour 2016-2020, lesquels requièrent une collaboration intersectorielle pour faire face aux enjeux actuels de la malnutrition dont nous avons fait état précédemment. Dans le cadre de son nouveau Plan stratégique, le UNSCN aura pour mandat non pas d'instaurer des groupes de travail à composition non limitée, mais plutôt de réunir certaines communautés de pratique à durée limitée en vue de faire avancer l'étude et les discussions sur des sujets clés, en mettant à profit les compétences et l'expérience de ses membres. Le UNSCN ouvrira le champ de ses relations, au-delà du système des Nations Unies, en s'associant à d'autres grands acteurs, comme des partenaires bilatéraux, des consortiums de recherche et des représentants de la société civile et du secteur privé, par l'intermédiaire de plateformes internationales existantes.

Le UNSCN ayant été créé par l'ECOSOC, c'est à cet organe qu'il rendait officiellement compte à l'origine; cependant, cette pratique a été abandonnée au cours des dernières années. À l'heure actuelle, seuls des rapports informels sont présentés dans le cadre du Forum politique de haut niveau, sous les auspices de l'ECOSOC. Sachant que l'ECOSOC a pour mission principale d'assurer la coordination du système des Nations Unies et que le UNSCN a pour mandat de porter à son maximum la cohérence de la politique ainsi que l'action de plaidoyer en matière de nutrition, le rétablissement d'une ligne officielle de compte rendu au Conseil renforcera la légitimité et l'efficacité du UNSCN. Le Secrétariat du UNSCN s'emploie actuellement à restaurer ces lignes hiérarchiques vers l'ECOSOC ainsi que vers d'autres organes compétents des Nations Unies, tels que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).

Figure 4.
Mécanismes de collaboration du UNSCN



Remarque

les lignes continues représentent des relations de travail directes et les lignes pointillées des relations indirectes par le biais d'autres acteurs ou plateformes.

D'autres mécanismes jouent un rôle de premier plan au sein du système des Nations Unies, à commencer par le **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) est un organe important du CSA, qui assure une relation solide entre scientifiques et décideurs en fournissant des rapports sur les questions cruciales et émergentes, qui éclairent et structurent les débats du UNSCN. Le Groupe consultatif du CSA se compose de six types d'acteurs différents. Le premier d'entre eux est la société civile, qui s'est organisée de manière autonome en instaurant le Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition (MSC), comité de coordination qui intervient lors des sessions du CSA à titre de partie prenante sans droit de vote. Les autres acteurs comprennent le Mécanisme du secteur privé (MSP) ainsi que des institutions internationales de recherche agronomique (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), des institutions financières internationales (Banque mondiale), des réseaux commerciaux (Réseau international agroalimentaire) et des organisations philanthropiques (Fondation Bill et Melinda Gates). Le CSA fait rapport à l'ECOSOC. Ses travaux sont principalement axés sur la dénutrition et la sécurité alimentaire, mais il est à noter que la nutrition est un domaine d'action relativement nouveau pour le Comité par rapport à d'autres institutions et plateformes des Nations Unies.

Plusieurs autres plateformes influentes, axées sur la nutrition, ont fait leur apparition depuis quelques années, chacune étant dirigée par différents acteurs issus du système des Nations Unies, du secteur privé, d'ONG et de gouvernements nationaux. Dotées d'un rôle fédérateur, ces plateformes s'emploient à mobiliser des connaissances techniques et des ressources financières, mais interviennent également sur le terrain pour appuyer la mise en œuvre des politiques et des programmes de même que le renforcement des capacités. À titre d'exemple, l'initiative **Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH)** agit depuis 2008 au niveau des pays pour améliorer la gouvernance de la nutrition et la coordination au sein des Nations Unies au moyen d'activités de facilitation, d'analyse et de renforcement des capacités visant à appuyer les efforts déployés par les pays dans le domaine de la nutrition. Cette initiative réunit les cinq membres constitutifs du UNSCN, à savoir la FAO, le FIDA, l'UNICEF, le PAM et l'OMS; son Secrétariat participe en qualité d'observateur aux réunions du UNSCN.

Une autre plateforme à parties prenantes multiples joue un rôle particulièrement important. Il s'agit du **Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)**. Établie en 2010, cette plateforme réunit les gouvernements, la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs pour s'attaquer aux causes immédiates et profondes de la malnutrition. Elle se compose de cinq réseaux (pays, secteur privé, société civile, partenaires de développement et Nations Unies), dont le principal objectif est de coordonner et d'appuyer l'action menée au niveau des pays, notamment l'établissement de plans multisectoriels, l'élaboration de programmes, la mise en place de cadres de résultats et le renforcement des capacités. Le réseau des Nations Unies SUN (qui partage actuellement son secrétariat avec l'initiative REACH) permet à la FAO, au FIDA, à l'UNICEF, au PAM et à l'OMS d'unir leurs forces pour aider les pays à atteindre leurs objectifs nutritionnels nationaux et à progresser sur le front de la réduction de la malnutrition. Le groupe principal chargé de guider l'initiative SUN est un groupe consultatif stratégique influent, nommé par le Secrétaire général de l'ONU et constitué de représentants des cinq réseaux. Il a pour mandat de faciliter la coordination et les relations entre les cinq réseaux aux niveaux mondial, régional et national.

Il existe par ailleurs quelques plateformes de haut niveau qui s'attachent à mobiliser différents acteurs autour de certains enjeux de la malnutrition à l'échelle internationale. Fait important à noter, ces plateformes axent leur travail sur la définition de normes et de programmes d'action. C'est notamment le cas de l'**Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale**, qui a été mise sur pied par le Secrétaire général de l'ONU en 2008 pour faire face à la crise des prix des denrées alimentaires. Il s'agit d'une instance de sensibilisation et de coordination de haut niveau qui compte parmi ses membres des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des institutions financières internationales et d'autres organisations internationales. Présidée par le Secrétaire général, l'Équipe spéciale a pour mission première de promouvoir une réponse globale et unifiée de la communauté internationale face au défi que représente la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Autre mécanisme de définition des priorités, **l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles** a été établie pour coordonner les activités des fonds, programmes et organismes pertinents des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales en vue d'aider les gouvernements nationaux à s'acquitter de leurs engagements de haut niveau dans la lutte contre cette menace croissante. Instaurée par le Secrétaire général de l'ONU en juin 2013 à la demande de l'ECOSOC, cette plateforme est dirigée par l'OMS. Elle rend compte de ses activités chaque année à l'ECOSOC et propose une résolution dans la conclusion du rapport annuel que présente l'ECOSOC à l'Assemblée générale des Nations Unies.ⁱⁱ

Bien que la nutrition ne fasse pas partie explicitement de leur mandat ou de leur mission, certains acteurs influents sur la scène politique et économique s'investissent désormais avec beaucoup plus de force dans ce domaine. Des organisations et des institutions financières multilatérales (comme la Banque mondiale et de nombreux organismes bilatéraux) de même que des organisations philanthropiques (comme la Fondation Bill et Melinda Gates) occupent une place de premier plan dans le paysage mondial, à l'image de certains partenariats public-privé et de certaines entreprises multinationales. S'agissant de ces dernières, le phénomène de concentration que l'on observe dans le secteur agroalimentaire soulève des questions quant aux risques de conflits d'intérêts dans le contexte de l'élaboration de politiques et de programmes en faveur d'une bonne nutrition.

On note également la présence d'un large éventail d'organisations non gouvernementales et de consortiums de recherche, qui centrent leurs efforts sur la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire, les carences en micronutriments, la surconsommation et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Ces différents pôles d'intervention jouent un rôle important, car ils influent sur les orientations politiques tout en permettant à des réseaux d'acteurs de divers horizons de se regrouper autour d'intérêts communs. Dans certains cas, ces groupes jettent un pont entre les systèmes alimentaires, la nutrition et la durabilité environnementale, contribuant par là même à infléchir les débats et les programmes d'action tant à l'échelle nationale qu'internationale.

ii Ce n'est pas le cas du CSA.



3. Gouvernance de la nutrition: trois défis

La section précédente du présent rapport a mis en relief la multitude d'acteurs – publics comme privés, issus d'une grande diversité de secteurs au sein et en dehors du système des Nations Unies – qui exercent une influence sur la nutrition à l'échelle mondiale. Comme l'illustre la figure 2, certains de ces acteurs, mais pas tous, sont dotés d'un mandat qui vise explicitement à améliorer la nutrition. Qui plus est, l'annexe 2 permet de constater que certains concentrent leurs efforts sur la dénutrition et la sécurité alimentaire, tandis que d'autres s'attaquent à la surconsommation et aux maladies non transmissibles liées au régime alimentaire. Ces différents intervenants jouent des rôles à la fois complémentaires et concurrents sur les plans de la coordination, de la prise de décisions (y compris l'établissement de normes), de l'élaboration de politiques, du soutien technique, du renforcement des capacités et du suivi. Inévitablement, une telle situation a fait naître des tensions face aux ressources limitées, tout en créant des doublons dans les activités et une certaine confusion quant aux rôles et responsabilités tant au niveau mondial qu'au sein des pays.

Ces problèmes sont en grande partie au cœur des trois défis de gouvernance majeurs décrits ci-après, qui sont chacun fondés sur i) la connaissance actuelle des divers facteurs déterminants de la malnutrition et sur ii) le constat qu'une pluralité d'acteurs contribuent à présent à la réalisation des objectifs en matière de nutrition. En relevant ces défis, nous serons en mesure de procéder aux changements en profondeur qui sont indispensables pour combattre la malnutrition aux niveaux mondial, national et local.

3.1. Perspective intersectorielle

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le recul de la malnutrition est inégal et demeure insatisfaisant au sein d'un grand nombre de populations; il apparaît donc plus que jamais nécessaire de promouvoir une meilleure gouvernance doublée d'une plus grande cohérence des politiques dans le domaine de la nutrition, et ce, dans une grande diversité de secteurs, qu'il s'agisse de l'environnement, de l'éducation, de l'alimentation et de l'agriculture ou encore de la protection sociale et de la santé. En effet, l'accélération des progrès en matière de nutrition passe par la mise en place de programmes «tenant compte de la nutrition», qui soient de grande ampleur et qui agissent sur les déterminants sociaux fondamentaux de la nutrition et élargissent la portée et l'efficacité des interventions «expressément axées sur la nutrition». Ces dernières mettent l'accent sur la dénutrition maternelle et infantile et s'articulent autour de domaines



d'action précis et éprouvés, qui s'attaquent directement aux causes immédiates de la malnutrition, à savoir l'apport nutritionnel et l'état de santé⁴⁵. À l'inverse, les approches tenant compte de la nutrition s'appliquent à une variété bien plus grande de domaines d'action et ciblent les causes sous-jacentes de la malnutrition: accès à la nourriture; accès à l'eau, soins de santé et services d'assainissement; pratiques en matière de soins domestiques⁴⁶. De ce fait, il est possible d'intégrer ce type d'approches à un large éventail de politiques sociales, sanitaires et économiques qui sont susceptibles de circonscrire la malnutrition de multiples façons, notamment en améliorant les conditions de vie et de travail, l'accès à l'éducation et la qualité des pratiques en matière de soins maternels et infantiles de même qu'en augmentant les revenus et en renforçant les services de protection sociale. Bien que ces deux types d'approche soient désormais couramment reconnus comme jouant un rôle déterminant, tant par la communauté des chercheurs⁴⁶ que par les Nations Unies^{43, 47}, les acteurs de la nutrition à l'échelle internationale recensés dans le présent document sont encore nombreux à se limiter strictement à des approches expressément axées sur la nutrition, ce qui réduit d'autant les chances de renforcer la prise en compte de la nutrition dans des domaines d'action tels que l'agriculture, la protection sociale, le commerce et les investissements, la planification ou encore l'éducation.

3.2. Responsabilité

La nutrition ne relève pas de la responsabilité d'un seul et unique acteur. Les gouvernements nationaux sont certes responsables en dernier ressort du bien-être général au sein de leurs pays respectifs, mais compte tenu de l'ampleur mondiale et de l'interdépendance des risques liés à la nutrition, force est de constater que les facteurs sous-jacents de la malnutrition et les moyens pour améliorer la nutrition échappent de plus en plus au contrôle de quelque gouvernement que ce soit. Ce défi est rendu encore plus complexe par la répartition inégale des risques et des ressources en matière de nutrition de même que par les intérêts opposés et les rapports de force entre les différents acteurs du système mondial. À cela s'ajoute la pléthore d'appels à l'action lancés à l'échelle mondiale, comme évoqué précédemment. Résultat: on a assisté à une multiplication des politiques et des initiatives à l'échelle de la planète, des régions et des pays, d'où une plus grande confusion, une coordination multisectorielle défailante et une harmonisation insuffisante au niveau des pays. Dans ce contexte, il apparaît primordial de renforcer la cohérence entre les différents organismes et plateformes des Nations Unies, mais aussi jusqu'au niveau des gouvernements nationaux.

3.3. Obligation de rendre compte

On peut affirmer, au vu des données dont nous disposons, qu'un grand nombre d'acteurs des secteurs public et privé jouent désormais un rôle dans la gouvernance mondiale de la nutrition. Dans les sociétés démocratiques, l'État rend compte de ses actions à la population. Pour leur part, les organisations intergouvernementales, notamment celles qui appartiennent au système des Nations Unies, sont responsables devant leurs organes directeurs et font rapport aux États membres. Mais aujourd'hui, des acteurs non étatiques – secteur privé, organisations philanthropiques, société civile et organisations non gouvernementales – exercent une influence, à des degrés divers, sur les processus à l'œuvre dans la gouvernance mondiale de la nutrition. Certains mécanismes, à l'instar de l'initiative SUN, réunissent ces acteurs étatiques et non étatiques à l'échelle nationale dans une volonté de favoriser la coordination des activités, mais il existe peu de systèmes efficaces en place au niveau mondial qui obligent ces entités non étatiques à rendre compte de l'incidence de leurs actions sur la nutrition. L'instauration d'une analyse systématique – qui rendrait le fonctionnement de ces pôles d'influence plus transparent – fait défaut alors qu'elle permettrait de renforcer les mécanismes de reddition de comptes. Pour ajouter à la complexité de ce défi, il s'avère que les acteurs dont l'impact sur la nutrition a été mis au jour ne sont pas tous dotés d'un mandat officiel en matière de nutrition (comme indiqué à la figure 2). Dans ces conditions, il apparaît difficile de demander des comptes à ces entités. Le lancement du Rapport sur la nutrition mondiale est un pas dans la bonne direction. Publié chaque année, ce document inclut de manière systématique un ensemble de rapports d'activité sur les pays et les engagements mondiaux en matière de nutrition; il fournit ainsi un cadre méthodologique et des données objectives qui contribuent à renforcer la transparence de tous les acteurs, publics comme privés.

4. Voie à suivre pour le UNSCN

Face aux enjeux de gouvernance mentionnés précédemment, il sera nécessaire de prendre des mesures fortes mais raisonnées pour parvenir à prévenir et à réduire la malnutrition sous toutes ses formes. En tant que **plateforme du système des Nations Unies chargée de faire progresser les travaux interorganisations du système dans le domaine de la nutrition, avec un mandat principalement tourné vers la cohérence des politiques au niveau mondial**, le UNSCN est bien placé pour relever les trois défis recensés, même s'il faudra pour cela mettre davantage l'accent sur les éléments évoqués ci-après. En adhérant pleinement à ces éléments, le UNSCN pourra transformer sa légitimité en force d'action: il sera alors à même de soutenir les multiples acteurs de la nutrition et de leur donner les moyens d'agir collectivement dans la pleine mesure de leurs capacités.

Dans le cadre de travaux antérieurs, le UNSCN a mis en évidence les éléments suivants comme étant importants pour permettre aux gouvernements nationaux d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action dans le domaine de la nutrition⁴⁸:

- **Impulsion politique:** l'existence d'une politique ou d'une stratégie nationale en matière de nutrition fournit l'assise politique dont un pays a besoin pour engager des mesures concrètes;
- **Instauration d'un mécanisme intersectoriel pour les questions de nutrition:** le rôle d'un comité de coordination intersectoriel dans la mise en œuvre des politiques nutritionnelles nationales a été jugé crucial;
- **Système de suivi:** la collecte régulière de données sur l'alimentation et la nutrition de même que la création d'un système national d'information sur la nutrition, régulièrement actualisé, sont apparues indispensables pour évaluer l'efficacité des politiques et programmes nationaux en faveur de la nutrition et pour faciliter la définition des mesures à mettre en place à l'avenir;
- **Mécanisme de financement:** l'allocation d'un budget pour la mise en œuvre des programmes nationaux en faveur de la nutrition a été signalée à plusieurs reprises comme étant une mesure essentielle.

Ces éléments peuvent également être transposés sur la scène internationale, à l'heure où l'on observe un réel élan politique en faveur d'une collaboration entre les organismes des Nations Unies et les différents partenaires pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, dans le cadre de la Décennie d'action pour la nutrition et des objectifs de développement durable.

Il convient de noter que les facteurs qui sont considérés comme étant importants dans le domaine de la gouvernance mondiale de la santé sont également pertinents dans la perspective des enjeux mondiaux de gouvernance en matière de nutrition: **la production de biens mondiaux; la gestion des externalités; la solidarité mondiale et l'orientation stratégique**⁴⁹.

Les rôles que nous recommandons ci-après pour le UNSCN tiennent compte des éléments que nous venons de mettre en évidence. Ils cadrent également avec les objectifs stratégiques du UNSCN pour 2016-2020: 1) porter à son maximum la cohérence de la politique, ainsi que l'action de sensibilisation, menées par le système des Nations Unies en matière de nutrition; 2) favoriser la cohérence dans l'exécution des programmes et faire rendre des comptes à ce sujet par le système des Nations Unies; 3) étudier les nouvelles problématiques qui se font jour dans le domaine de la nutrition; 4) promouvoir le partage des connaissances au sein du système des Nations Unies, en tenant compte des cinq principes directeurs du UNSCN (voir p. 13).



4.1. Rôle 1: Renforcer la cohérence

- ***Recadrer le discours: parler non plus de gouvernance de la nutrition, mais de gouvernance au service de la nutrition***

La gouvernance de la nutrition met en général au premier plan les acteurs qui sont dotés explicitement d'un mandat en matière de nutrition ou qui sont spécialisés dans ce domaine. La gouvernance au service de la nutrition englobe, quant à elle, les domaines d'action et les acteurs qui ne sont pas explicitement tournés vers la nutrition, mais qui influent sur les causes profondes de la malnutrition et, partant, peuvent contribuer à une meilleure prise en compte des préoccupations en matière de nutrition. La décision de faire évoluer la réflexion vers la gouvernance mondiale au service de la nutrition pourrait faire prendre conscience à ces acteurs et à ces secteurs qu'ils font partie intégrante de la solution. Cette nouvelle approche permettra de promouvoir davantage la cohérence des politiques, élément qui figure au cœur du Plan stratégique et des objectifs du UNSCN.

- ***Jeter un pont entre les différentes sphères de la lutte contre la malnutrition***

Parmi les 167 acteurs interreliés qui ont été recensés dans la présente étude (figure 2), y compris ceux qui appartiennent au système des Nations Unies (figure 3), on observe une forte orientation vers les questions de dénutrition et de sécurité alimentaire. En adoptant une position normative quant à la nécessité de s'attaquer à toutes les formes de malnutrition, le UNSCN peut contribuer à mieux définir le programme mondial de gouvernance, de façon à favoriser une plus grande collaboration; ce faisant, il aidera les gouvernements au niveau national à s'engager dans un processus d'élaboration de politiques qui adhère au principe de l'action intersectorielle.

Pour qu'elle ait l'effet escompté, une approche normative doit s'adresser aux bons interlocuteurs. Par le passé, le UNSCN était considéré comme un «grand chapiteau»⁵⁰ abritant des organismes des Nations Unies, des gouvernements ainsi que des représentants du secteur privé, du milieu universitaire et de la société civile. Cette envergure a certes permis au UNSCN d'éclairer les normes et les pratiques institutionnelles d'un large éventail d'acteurs, mais elle l'a peu à peu éloigné de sa mission et de ses responsabilités premières. Aujourd'hui, le UNSCN n'est plus composé que d'organismes des Nations Unies, et ne compte plus de pays, d'organisations de la société civile ni d'entités du secteur privé parmi ses membres. Cette évolution de la représentation doit s'accompagner d'une réorientation de l'action du UNSCN dans les domaines de la sensibilisation et du dialogue institutionnel, en particulier en ce qui concerne la nécessité de s'attaquer d'urgence à la malnutrition sous toutes ses formes. Le UNSCN doit à tout prix promouvoir des objectifs ambitieux, véhiculer des messages forts, diffuser les enseignements tirés de l'expérience et se faire le porte-parole d'une vision de la nutrition commune à tous les organismes des Nations Unies auprès d'un vaste auditoire composé de multiples acteurs. Pour opérer une telle transformation, l'une des solutions serait d'amener davantage d'organismes des Nations Unies à rejoindre les rangs du UNSCN. Une participation plus large permettrait en effet au UNSCN d'être mieux armé à la fois pour intervenir au niveau des dimensions intersectorielles de toutes les formes de malnutrition et pour atteindre ses objectifs stratégiques. De plus, le UNSCN devra mettre davantage à profit la contribution de ses membres actuels, son pouvoir de rassemblement et son rôle dans d'autres plateformes des Nations Unies, telles que le CSA, l'Assemblée mondiale de la Santé, l'initiative REACH et le réseau des Nations Unies SUN, sans oublier son engagement auprès d'autres mécanismes multipartites, comme les initiatives SUN et EAT.

- ***Plaider pour une action intersectorielle***

Aucune autre institution ou plateforme au sein du système des Nations Unies n'a le mandat de traiter toutes les formes de malnutrition à l'échelle mondiale et pour tous les pays. Cette prérogative confère au UNSCN la légitimité, tout autant que la responsabilité éthique, d'inviter vigoureusement les institutions et plateformes des Nations Unies œuvrant, entre autres, dans la santé, la protection sociale, l'éducation, l'environnement et la planification à accorder une plus grande priorité à la nutrition dans leurs programmes. Le UNSCN est bien placé pour fédérer ces acteurs et les éclairer quant aux répercussions de leurs actions sur la nutrition en portant à leur attention des données probantes qui pourront influencer sur leurs politiques et en leur proposant un espace propice à des débats constructifs autour de ces questions. À l'heure actuelle, nombre de domaines et de questions de politique qui sont déterminants pour la réduction de la malnutrition ne sont pas régis par le UNSCN; c'est le cas du commerce, par exemple. Il serait néanmoins possible de demander au UNSCN de faire appel à son pouvoir de mobilisation pour rassembler cette pléthore d'acteurs qui exercent désormais une influence sur la nutrition à l'échelle mondiale – tâche dont aucune autre instance ne s'acquitte. Un tel rassemblement n'aurait pas forcément pour cadre des réunions du UNSCN, mais plutôt d'autres mécanismes des Nations Unies déjà en place, comme le CSA ou l'Assemblée mondiale de la Santé. Il pourrait également s'effectuer par l'intermédiaire de plateformes à parties prenantes multiples, à l'image des initiatives SUN ou EAT.

4.2. Rôle 2: Assurer une orientation stratégique

- ***Établir sa légitimité et faire entendre sa voix à l'échelon le plus élevé du système des Nations Unies***

La proclamation de la Décennie d'action pour la nutrition confère au UNSCN une légitimité politique qui va lui permettre non seulement de poursuivre en toute confiance ses objectifs stratégiques pour 2016-2020, mais aussi d'aider les organismes des Nations Unies et autres acteurs clés à mener des politiques et activités cohérentes de nature à donner aux gouvernements nationaux les moyens de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. La résolution oblige à prêter davantage attention à la nutrition à tous les échelons du système des Nations Unies – en substance, c'est

l'ensemble du système qui est tenu de rendre des comptes. Dans ce contexte, il apparaît fondamental que le UNSCN exerce son influence et qu'il propose une vision cohérente et unifiée des actions qui peuvent – et doivent – être entreprises dans l'ensemble du système des Nations Unies pour traiter la malnutrition.

Pour être en mesure de fournir cette orientation stratégique globale au système de nutrition mondial et de renforcer la cohérence des politiques au sein des organismes des Nations Unies, le UNSCN doit se faire entendre d'une voix forte et respectée. C'est pourquoi il s'avère nécessaire de rétablir des liens et des rapports hiérarchiques directs aux plus hauts échelons – y compris avec l'ECOSOC, le Forum politique de haut niveau pour le développement durable, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale – et de renforcer les mécanismes d'appui au sein des institutions membres. Par ailleurs, il convient d'accroître l'influence du UNSCN par le biais d'une collaboration avec les plateformes auxquelles il participe activement (CSA et Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, par exemple) en vue d'élaborer un ensemble de critères relatifs à la présentation de rapports, qui serviraient par la suite à informer de manière régulière l'ECOSOC sur les mesures intersectorielles cohérentes qui sont prises au sein du système des Nations Unies.

• **Renforcer le système d'apprentissage fondé sur l'amélioration continue**

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le UNSCN est le «trait d'union» entre des acteurs clés de la nutrition à l'échelle mondiale – comme le réseau des Nations Unies SUN, l'initiative REACH, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale et le Rapport sur la nutrition mondiale – et s'emploie à garantir la cohérence des politiques au niveau international. Il fournit un mécanisme pour la mise en commun des informations et des enseignements tirés, ce qui contribue à renforcer les capacités d'adaptation du système nutritionnel mondial en vertu des principes de l'amélioration continue. L'une des façons de renforcer ce mécanisme consiste à favoriser la rétroaction entre les échelons national et mondial. La mise en commun des expériences et des leçons tirées des actions menées au niveau national constitue un aspect fondamental d'un système d'apprentissage évolutif. Ce partage de connaissances permet à la fois d'orienter d'autres acteurs présents dans les pays et de veiller à ce que les activités d'envergure mondiale tiennent compte des besoins des organisations et des communautés locales. Si l'on souhaite établir un système d'apprentissage fondé sur l'amélioration continue, il est par conséquent primordial de renforcer les boucles de rétroaction entre, d'une part, les initiatives SUN, REACH et d'autres acteurs intervenant essentiellement au niveau des pays et, d'autre part, le niveau d'intervention mondial, où le UNSCN et d'autres entités établissent des orientations et des cadres tout en déterminant les priorités en matière de renforcement des capacités.



Les boucles de rétroaction jouent également un rôle essentiel pour favoriser la participation d'une plus grande variété de secteurs aux programmes en matière de nutrition et pour créer un environnement véritablement intersectoriel, dans lequel les différents acteurs peuvent débattre et échanger des informations, quel que soit leur niveau d'engagement à l'égard de la nutrition. Il y aurait encore beaucoup à faire pour resserrer les liens entre les acteurs dans les domaines de l'excès pondéral, de l'obésité et des maladies non transmissibles (par exemple, entre l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale et certaines des principales ONG et institutions de recherche par le biais des plateformes des Nations Unies dans lesquelles le UNSCN est engagé).

4.3. Rôle 3: Améliorer l'accès à des données probantes et renforcer l'obligation de rendre compte

- ***Faire avancer le programme en matière de nutrition au moyen de données probantes adaptées au but poursuivi***

Le UNSCN propose des publications d'intérêt consacrées aux domaines d'action de ses membres, en plus d'être connu pour avoir produit les rapports faisant autorité sur la situation alimentaire mondiale. Ces derniers ont aujourd'hui cédé la place au Rapport sur la nutrition mondiale, lequel a rendu leur publication inutile tout en ouvrant de nouvelles perspectives quant à la participation du UNSCN à sa rédaction et à sa diffusion. Les auteurs du présent document recommandent d'exploiter le Rapport sur la nutrition mondiale pour en tirer des éléments probants «adaptés aux objectifs visés» qui viendront alimenter les débats et les décisions du UNSCN, de la même manière que le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) joue le rôle d'interface science-politique du CSA. Il pourrait s'agir d'un processus bidirectionnel en vertu duquel le UNSCN apporte son appui au Rapport sur la nutrition mondiale, d'une part en veillant à ce que ses membres mettent des données à disposition de l'équipe en charge de l'élaboration du rapport et, d'autre part, en contribuant activement à la diffusion du rapport et de ses conclusions.

Alors qu'on dispose d'une mine de données sur la rentabilité et l'efficacité des interventions «expressément axées sur la nutrition» pour traiter la dénutrition maternelle et infantile, et qu'on en apprend de plus en plus sur les meilleurs moyens de s'attaquer aux carences en micronutriments, à l'excès pondéral, à l'obésité et aux maladies non transmissibles liées au régime alimentaire, les connaissances sont encore relativement limitées dans deux domaines: les mesures à prendre pour améliorer la cohérence des politiques en matière de nutrition au sein des différents secteurs; et la mise en œuvre et l'évaluation de politiques et de programmes tenant compte de la nutrition. Les efforts visant à combler ce déficit de connaissances pourront faire apparaître de nouvelles pistes d'action. Comme mentionné précédemment, le renforcement du dialogue entre les différents secteurs est mentionné de manière implicite dans la plupart, si ce n'est la totalité, des fonctions du UNSCN pour 2016-2020 (voir l'encadré 1) et constitue par ailleurs un élément fondamental dans la perspective des objectifs stratégiques. Par conséquent, la promotion du dialogue et l'obtention d'éléments de réponse au sujet de la cohérence des politiques et de la prise en compte de la nutrition dans une grande variété de secteurs sont deux activités qui s'inscrivent parfaitement dans le mandat du UNSCN. La mobilisation envisagée de communautés de pratique à durée limitée devrait favoriser ces activités, de même que la décision de commander des documents de travail sur des domaines dans lesquels la cohérence des politiques n'est pas (encore) manifeste. Il est par ailleurs proposé que le UNSCN publie un produit axé sur les connaissances visant à évaluer les retombées bénéfiques conjointes – notamment sur le plan de la nutrition, mais pas uniquement – qu'il serait possible de générer grâce à la réalisation conjointe d'ODD pour différents objectifs sectoriels. Dans cette perspective, les auteurs du présent document recommandent que le UNSCN se mette en

relation avec des plateformes du milieu universitaire, comme le Rapport sur la nutrition mondiale, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition et l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN), ainsi qu'avec des universités de renom dans le domaine de la nutrition et dans des secteurs connexes. Le UNSCN devrait fournir un véritable «guichet unique» pour l'accès en ligne aux données les plus récentes sur la nutrition. En plus de promouvoir la production d'éléments probants sur la cohérence des politiques relatives à la nutrition, ce type d'activité permettra au UNSCN de se positionner davantage comme un «centre de connaissances», ce qui renforcera sa légitimité universitaire tout en conférant plus de poids à ses interventions dans le cadre de forums tels que le CSA, l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles ou d'autres enceintes interinstitutions.

• **Surveiller et améliorer le cadre de responsabilisation**

Parmi ses principales attributions, le UNSCN se doit non seulement d'encourager les organismes et plateformes des Nations Unies à définir des politiques et des programmes mondiaux expressément axés sur la nutrition et tenant compte de la nutrition, mais aussi d'aider les gouvernements nationaux à élaborer et à mettre en œuvre de telles approches. Ce mandat suppose de solliciter l'intervention d'acteurs qui ne sont pas officiellement ou explicitement tenus d'améliorer la nutrition, à l'image du Bureau international du Travail (BIT). Compte tenu de l'absence d'un mandat explicite en matière de nutrition, il est difficile de vérifier que ces entités poursuivent des objectifs compatibles avec les enjeux de nutrition; c'est pourquoi il apparaît nécessaire de mettre en place un mécanisme quelconque de surveillance de leurs activités. Une forme de responsabilisation participative très utile existe déjà au sein du UNSCN et peut être mise à profit à cette fin: à l'intérieur du système des Nations Unies, chaque organisme est responsable devant ses organes directeurs et ses États Membres. Fait important cependant, lorsque des acteurs ou organismes des Nations Unies adhèrent à un document de politique générale du UNSCN, ils sont assujettis à un mécanisme dans le cadre duquel, par le biais de la production de rapports et de la tenue de discussions lors de réunions et d'échanges, ils se rendent des comptes mutuellement sous l'égide du UNSCN. Puisque ce dernier, en qualité de comité des Nations Unies, fait également rapport à l'ECOSOC, cela constitue un autre mécanisme de responsabilité mutuelle – par le truchement du UNSCN – des membres envers l'ECOSOC et le Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Parallèlement, deux mécanismes de suivi officiels ont été établis dans le domaine de la nutrition: l'OMS prend part au suivi de l'atteinte des cibles nutritionnelles définies par l'Assemblée mondiale de la Santé, tandis que le Rapport sur la nutrition mondiale fournit un mécanisme de suivi systématique et actualisé sur la définition et l'atteinte des cibles, qui couvre notamment le financement et l'évaluation des taux de prévalence (dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral, obésité et maladies non transmissibles liées à l'alimentation). Cependant, ces deux mécanismes se concentrent sur les effets et les résultats des actions menées, et non sur les acteurs eux-mêmes; il s'avère donc difficile d'isoler les contributions des différents intervenants.

Dans le cadre de la Décennie d'action pour la nutrition, la FAO et l'OMS entendent combler cette lacune avec la création d'une base de données sur les engagements pris par les gouvernements en matière de nutrition, qui englobera les actions et programmes tenant compte de la nutrition. Les auteurs du présent document recommandent que le UNSCN participe à cette initiative en facilitant le recueil de données sur les enseignements tirés et les réussites obtenues aux niveaux mondial et national. Cette tâche pourrait être confiée au Groupe de travail sur l'estimation des besoins, le suivi et l'évaluation et concernerait l'ensemble des institutions et plateformes avec lesquelles le UNSCN entretient des relations de travail directes (comme l'illustre la figure 4), même celles dont le mandat ne touche pas directement la nutrition. Les résultats seraient communiqués sur le site web du UNSCN.

Conclusion

Nous nous trouvons à un moment charnière de notre histoire. L'engagement politique vigoureux en faveur de la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, symbolisé par la proclamation de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, fournit l'impulsion et les orientations nécessaires pour promouvoir la collaboration d'une grande diversité d'acteurs. En tirant parti de cette dynamique aux échelons mondial, national et local, il apparaît plus que jamais possible d'opérer une transformation systémique en profondeur dans l'ensemble des communautés, mais plus particulièrement au sein des groupes les plus défavorisés de nos sociétés.

Il est recommandé que le UNSCN – en tant que «centre nerveux stratégique du système des Nations Unies» ayant comme mandat de définir la direction, l'ampleur, la cohérence et l'efficacité de la réponse du système aux problèmes alimentaires mondiaux – adopte les rôles proposés ci-dessus et en assure la bonne exécution. Bien qu'ils s'inscrivent dans le contexte de la gouvernance mondiale au service de la nutrition, ces rôles ne diffèrent en rien de ceux énoncés dans le Plan stratégique actuel du UNSCN et, partant, devraient être perçus comme une partie intégrante de ce plan.

Les rôles recommandés ci-dessus constituent également un élément central du succès de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, pour laquelle le présent document a mis en lumière trois mécanismes qui favoriseront les progrès à l'égard des engagements pris en matière de nutrition aux niveaux mondial et national: des activités de plaidoyer fondées sur des éléments factuels; des plateformes fédératrices; et des mécanismes de reddition de comptes.

Enfin, l'adoption des rôles proposés permettra d'établir un cadre d'orientation clair dans un paysage nutritionnel à la fois dense et complexe. Le UNSCN, en acceptant sans réserve les attributions recommandées, fera en sorte que les acteurs, toujours plus nombreux et variés, qui influencent directement ou non l'état nutritionnel des populations, se considèrent chacun comme un membre à part entière d'un mouvement collectif tourné vers le bien commun et la manifestation du droit à l'alimentation et à la santé. De plus, l'adoption par le UNSCN de pratiques de gestion inclusives contribuera à renforcer la reddition de comptes dans l'ensemble du secteur mondial de la nutrition et à mettre en œuvre le mécanisme de coordination dont l'Assemblée générale lui avait confié la responsabilité. En dernier lieu, l'instauration par le UNSCN d'une approche inclusive et participative de la gouvernance au service de la nutrition permettra d'améliorer la santé, de réduire la pauvreté de même que d'autres formes de disparités sociales et de bâtir des sociétés qui adoptent un mode de vie plus respectueux de l'environnement.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES
ACTION POUR LA NUTRITION

2016-2025

Annexe 1. Méthodes de recherche

Collecte de données

Afin d'accroître la probabilité de répertorier tous les acteurs jouant un rôle dans le secteur de la nutrition à l'échelle mondiale, nous avons employé deux approches complémentaires: un examen rapide de la littérature et une recherche systématique sur internet. Pour être retenues, les entités devaient remplir les critères suivants: 1) acteur exerçant une influence sur la nutrition; ou 2) organisation ou plateforme dotée d'un mandat ou d'une mission portant explicitement sur la nutrition (information obtenue par un examen des pages de premier et de deuxième niveau du site web); ou 3) organisation ou plateforme ayant une influence sur les interventions en matière d'alimentation et de nutrition dans au moins trois pays dans différentes régions (information obtenue par un examen des déclarations relatives aux activités et approches liées à la nutrition). La méthode de recherche que nous avons suivie comportait les étapes décrites ci-après.

Étape 1: Nous avons effectué un examen rapide d'articles publiés dans des revues scientifiques afin de dresser une première liste d'acteurs intervenant dans le secteur de la nutrition à l'échelle mondiale. Nous avons limité notre recherche aux articles publiés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 août 2016. Nous avons choisi l'année 2008 comme point de départ de nos recherches pour une raison précise: il s'agit en effet de l'année durant laquelle la revue *The Lancet* a publié une série d'études consacrées à la nutrition maternelle et infantile, qui mettaient en évidence l'ampleur des problèmes de dénutrition et l'incapacité d'une «architecture internationale fragmentée et dysfonctionnelle» à y faire face. Ces travaux ont provoqué une véritable prise de conscience qui a donné à la nutrition une place plus importante parmi les priorités mondiales⁵¹. Nous avons consulté les bases de données suivantes: ProQuest, Scopus, Web of Science, ELDIS et Google Scholar. Nous avons fait porter nos recherches sur les titres, les résumés et le contenu des travaux publiés en anglais, à partir des vedettes-matières et des mots-clés pertinents suivants: (global OR international) AND (governance OR institution*OR architect* OR actor OR stakeholder) AND *nutrition*. Nous avons ensuite procédé à un examen des sites web des organisations ainsi recensées. Au total, nous avons répertorié 83 organisations répondant aux critères de sélection.

Étape 2: Nous avons effectué une recherche systématique des sites web pour trouver les acteurs que nous n'avons pas pu recenser au moyen de l'examen des publications. Cette méthode a déjà été employée par le passé pour répertorier les acteurs du système mondial de gouvernance de la santé et pour cartographier les relations qui les unissaient les uns aux autres⁵². Nous avons utilisé la fonction de recherche de Google «related:URL» pour trouver les pages web des acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale. Cette fonction s'appuie sur un algorithme qui combine l'utilisation des pages, l'analyse du contenu et l'analyse de la connectivité pour trouver des sites web non identiques mais dont les thèmes sont similaires. Cette méthode de recherche suppose que tous les acteurs majeurs de la nutrition au niveau mondial disposent d'une présence en ligne. Pour commencer, nous avons effectué une recherche au moyen de l'opérateur «related:» de Google, associé à la page d'accueil du UNSCN (related:www.unscn.org). Nous avons ainsi trouvé 13 organisations, dont neuf satisfaisaient aux critères de sélection définis. Ensuite, nous avons effectué une recherche «de proche en proche» à l'aide du même opérateur: nous avons procédé à des recherches itératives des pages d'accueil des organisations répondant aux critères de sélection, jusqu'à ce que l'on parvienne au point de saturation (c'est-à-dire le moment où le nombre de nouvelles organisations recensées devient presque nul). Nous avons consigné les données relationnelles, à savoir les liens entre les différentes organisations répertoriées au fur et à mesure des recherches successives. Au total, nous avons recensé 118 organisations répondant aux critères de sélection.

Étape 3: Nous avons compilé une liste de tous les acteurs répertoriés aux étapes 1 et 2, après quoi nous avons retiré les doublons. Au total, 47 organisations recensées au moyen de l'examen de la littérature ne figuraient pas dans les résultats de notre recherche sur internet. Nous avons effectué une recherche supplémentaire à l'aide de l'opérateur «related:» associé aux adresses URL de ces organisations, et avons consigné les données relationnelles obtenues. Au total, nous avons inclus 167 organisations dans l'analyse finale.

Les trois étapes décrites ci-dessus nous ont permis de recenser les nombreux acteurs qui exercent une influence dans le domaine de la nutrition à l'échelle mondiale – certains dans le cadre d'un mandat portant explicitement sur la nutrition, et d'autres non. Il est important que le UNSCN prenne conscience de l'existence de ces acteurs et qu'il engage le dialogue avec eux. À la quatrième étape, nous nous sommes concentrés sur le système des Nations Unies compte tenu de la place centrale qu'il occupe dans le mandat du UNSCN. Nous avons porté une attention particulière aux organismes des Nations Unies dotés explicitement d'un mandat dans le domaine de la nutrition, de même qu'au réseau du UNSCN dans son ensemble, qui comprend tous les organismes des Nations Unies, les organismes bilatéraux, les ONG internationales, les institutions de recherche et les entités du secteur privé qui s'intéressent de près aux questions de nutrition ou qui exercent des activités dans ce domaine. En affinant ainsi le spectre de notre recherche, nous avons pu approfondir notre analyse des acteurs clés du système des Nations Unies qui participent, d'une manière ou d'une autre, à la gouvernance mondiale de la nutrition.

À cet effet, nous avons passé en revue les 167 entités que nous avons recensées à l'étape 3 pour ne retenir que celles qui répondaient aux critères de sélection suivants: a) membre officiel du système des Nations Unies doté d'un mandat dans le domaine de la nutrition; ou b) plateforme établie au sein du système des Nations Unies dotée d'un mandat portant explicitement sur la nutrition; ou c) acteur ayant des liens officiels ou étroits avec des acteurs du système des Nations Unies et s'intéressant de près aux questions de nutrition, ou exerçant des activités dans ce domaine, d'après les données obtenues au moyen d'un examen de son site web ou de sa mission.

Présentation des données

Nous avons établi une cartographie du réseau des acteurs en fonction des résultats de nos recherches sur les sites web. Les cartes obtenues ne représentent pas l'importance ni l'influence des acteurs, mais plutôt leurs relations avec le UNSCN permanent de la nutrition selon les liens web. Pour générer ces cartes, nous avons eu recours à la plateforme ouverte «Cytoscape», qui nous a permis de représenter visuellement le réseau des acteurs de la nutrition dans le monde et les liens qui les unissent les uns aux autres. Une extraction réalisée à partir des sites web des organisations incluses dans l'analyse a permis de recueillir les données pertinentes relatives à chaque acteur, à savoir: le type d'acteur, le domaine d'action prioritaire en matière de nutrition, l'existence ou non d'un mandat explicitement axé sur la nutrition, et le rôle fonctionnel. Finalement, nous avons saisi les données dans Microsoft Excel et les avons présentées sous forme de tableaux.

Limites de la méthode

La méthode que nous avons employée pour générer les cartes ne permet pas de déterminer l'influence relative des divers acteurs ni le type d'influence qu'ils exercent. Nous avons certes été en mesure de recenser une grande partie des acteurs qui jouent un rôle dans la nutrition à l'échelle mondiale, mais il n'a pas été possible de procéder à une analyse approfondie de toutes les entités qui tiennent compte de la nutrition dans leurs interventions. Par exemple, nous n'avons pas inclus l'Organisation internationale du Travail dans notre analyse détaillée de la gouvernance mondiale de la nutrition, bien que nous soyons conscients que l'Agenda pour le travail décent a une incidence indirecte sur la nutrition.

Annexe 2.

Liste des acteurs de la nutrition à l'échelle mondiale, leur domaine d'action prioritaire et leur rôle

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
1	UNSCN	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies est l'instance des Nations Unies qui travaille sur l'harmonisation des politiques en matière d'alimentation et de nutrition. Son mandat consiste à favoriser la coopération entre les institutions des Nations Unies et les organisations partenaires à l'appui des efforts communautaires, nationaux, régionaux et internationaux visant à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes pendant cette génération.
2	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Sécurité alimentaire	Oui	La FAO a pour objet d'améliorer l'état nutritionnel et les conditions de vie; d'améliorer la production et la répartition des aliments; d'améliorer la condition des populations rurales; et, ainsi, de contribuer à l'expansion de l'économie mondiale et de libérer l'humanité de la faim. La FAO s'emploie à améliorer la nutrition par le biais d'interventions sous forme de secours alimentaires, d'activités d'éducation nutritionnelle et de travaux d'analyse sur la consommation alimentaire et les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments.
3	Fonds international de développement agricole (FIDA)	Sécurité alimentaire	Oui	Institution spécialisée des Nations Unies et institution financière internationale dont la mission est d'éliminer la pauvreté dans les régions rurales des pays en développement. Le FIDA s'efforce d'aider les pauvres ruraux à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience en investissant dans des projets de développement agricole qui favorisent la transformation du milieu rural. Participe au Programme mondial des Nations Unies pour la nutrition.
4	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Questions générales liées à la nutrition, dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité	Oui	Intervient principalement dans les domaines de l'enfance, des droits de l'enfant, de l'équité et de la résilience. Forte présence dans les pays, et action axée sur l'appui à la mise en œuvre des programmes. Joue un rôle actif dans l'aide humanitaire et l'aide au développement, mais ne prend pas directement part aux interventions dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Participe au Programme mondial des Nations Unies pour la nutrition, aux initiatives SUN et REACH, à l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), à l'Initiative pour les micronutriments ainsi qu'à plusieurs autres réseaux sur les micronutriments. C'est également l'institution chef de file pour la nutrition dans les situations d'urgence (Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations).

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
5	Programme alimentaire mondial (PAM)	Dénutrition	Oui	Instauré en 1961 par l'Assemblée générale et la Conférence de la FAO, le PAM est l'organisme des Nations Unies chargé de l'aide alimentaire. Il procure une assistance alimentaire et favorise l'accès des plus démunis aux denrées alimentaires par le biais d'interventions expressément axées sur la nutrition et tenant compte de la nutrition à divers points d'accès de la chaîne de valeur dans les contextes de crise humanitaire ou de développement. Engagé dans le Programme mondial des Nations Unies pour la nutrition, il met en œuvre des plans d'intervention d'urgence et d'aide alimentaire, apporte un appui logistique et fournit un soutien par le biais de programmes de développement.
6	Organisation mondiale de la Santé (OMS)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Chef de file mondial de la santé, qui met l'accent sur la formulation d'indications techniques et assure des fonctions normatives, notamment le suivi des politiques nutritionnelles. En 2016, l'OMS a élaboré sa nouvelle stratégie en matière de nutrition. L'Organisation joue un rôle de premier plan s'agissant de façonner le contenu du Programme mondial pour la nutrition, de tirer parti des changements dans les secteurs non sanitaires pertinents pour favoriser l'amélioration et l'intégration de la nutrition, et de mettre à profit la mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces dans le domaine de la nutrition. En ce qui concerne la formulation d'orientations, l'OMS met l'accent sur la définition de régimes alimentaires sains et durables ainsi que sur le recensement et l'utilisation d'interventions nutritionnelles efficaces. Dans le domaine du suivi, elle accorde la priorité à l'établissement de cibles et de systèmes de suivi pour la nutrition.
7	Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale	Sécurité alimentaire	Oui	PLATEFORME: créée par le Secrétaire général de l'ONU en 2008. Elle a pour objectif de promouvoir une réponse complète et unifiée au défi que constitue le fait de parvenir à une sécurité alimentaire au plan mondial, notamment en facilitant l'élaboration d'un plan d'action assorti de priorités et en coordonnant sa mise en œuvre.
8	Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)	Sécurité alimentaire	Oui	PLATEFORME: le CSA a vocation à devenir la plateforme internationale et intergouvernementale la plus inclusive afin de permettre à l'ensemble des parties prenantes de travailler de concert à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition pour tous. Vise à assurer une meilleure intégration de la politique de sécurité alimentaire et de nutrition.
				Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition (MSC): composante du CSA, le MSC est la plus grande plateforme internationale d'organisations de la société civile œuvrant pour l'éradication de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
				Mécanisme du secteur privé (MSP): composante du CSA, le MSP est une plateforme ouverte qui vise à offrir aux entreprises à but lucratif, ainsi qu'à leurs associations – d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur – un siège permanent au Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Le MSP est ouvert à tous les acteurs qui interviennent dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire du côté commercial, notamment les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants, les coopératives, les transformateurs, les petites et moyennes entreprises, et les entreprises agroalimentaires.
				Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) – composante du CSA: évalue et analyse l'état actuel de la sécurité alimentaire et de la nutrition et ses causes profondes.
9	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH)	Dénutrition	Oui	PLATEFORME: vise à réduire la dénutrition maternelle et infantile dans les pays participants en améliorant la gouvernance et la gestion de la nutrition au niveau national. Intervient dans le contexte d'autres initiatives mondiales axées sur la nutrition, notamment l'initiative SUN.
10	Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	PLATEFORME: coordonne les activités des organisations compétentes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales en vue d'aider les gouvernements à s'acquitter de leurs engagements de haut niveau dans la lutte contre les épidémies de maladies non transmissibles à l'échelle mondiale.
11	Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations	Questions générales liées à la nutrition et aide alimentaire d'urgence	Oui	PLATEFORME: le Groupe nutrition a été mis en place dans le cadre de la réforme de l'aide humanitaire pour améliorer l'efficacité des programmes d'intervention humanitaire en garantissant un plus haut degré de prévisibilité, de transparence et de collaboration. Il a pour mission de préserver et d'améliorer l'état nutritionnel des populations touchées par des situations d'urgence en apportant une réponse adaptée qui soit à la fois prévisible, rapide, efficace et à l'échelle des besoins. L'UNICEF est l'institution chef de file de ce groupe.
12	CODEX Alimentarius (CODEX)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	PLATEFORME: créé par la FAO et l'OMS en vue d'élaborer des normes alimentaires internationales harmonisées, le CODEX Alimentarius est un ensemble de normes, directives et codes d'usage internationaux qui contribuent à la sécurité sanitaire, à la qualité et au commerce équitable des denrées alimentaires (production alimentaire et sécurité sanitaire des aliments). Les membres de la Commission rassemblent 99 pour cent de la population mondiale. Les organisations internationales, gouvernementales ou non, peuvent obtenir le statut d'observateur accrédité auprès du Codex.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
13	Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments FAO/OMS (INFOSAN)	Sécurité alimentaire	Oui	PLATEFORME: a pour objet de prévenir la propagation d'aliments contaminés et de maladies d'origine alimentaire, et de renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale.
14	Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire	Oui	PLATEFORME: au sein du PAM, le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire a pour mission de renforcer la coopération et les partenariats. Il travaille directement avec ses partenaires et les parties intéressées, parmi lesquels des ONG internationales, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, d'autres organismes chefs de file, des organismes des Nations Unies, des autorités publiques et des donateurs. Il a été créé en vue de coordonner la réponse aux crises humanitaires sur le plan de la sécurité alimentaire en s'attaquant à ses trois dimensions: disponibilité, accès et utilisation.
15	Assemblée générale des Nations Unies	Questions générales liées à la nutrition	Non	PLATEFORME: l'Assemblée générale joue un rôle prépondérant puisqu'elle est le principal organe délibérant, décisionnaire et représentatif de l'Organisation des Nations Unies. Composée de la totalité des 193 Membres de l'Organisation, elle constitue une instance de négociations multilatérales unique pour l'ensemble des questions internationales couvertes par la Charte. Le 1er avril 2016, elle a proclamé que la période allant de 2016 à 2025 serait une Décennie d'action en faveur de la nutrition. Dans sa résolution, elle demande à la FAO et à l'OMS de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et de faire appel à des dispositifs de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition et à des instances multipartites telles que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.
16	Convention relative à l'assistance alimentaire	Dénutrition	Oui	INSTRUMENT: traité international pour le développement visant à garantir la fourniture d'un niveau minimum d'aide alimentaire pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence des pays en développement.
17	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire	Oui	INSTRUMENT: le cadre intégré est une grille normalisée permettant d'agencer l'information concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence de manière à obtenir une image précise de la nature et de la gravité de l'insécurité alimentaire et de ses implications en termes de réponse stratégique. Il a été mis au point par le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la FAO. Conçu à l'origine pour la Somalie, il a depuis été appliqué par plusieurs gouvernements nationaux et organismes internationaux dans différents contextes liés à la sécurité alimentaire et il est maintenant utilisé dans plus de 25 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
18	Organisation internationale du Travail (OIT)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'alimentation au travail est inextricablement liée aux piliers de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. En 1986, l'Organisation a adopté la recommandation sur les services sociaux (no 102), qui formulait des directives concernant l'établissement de cantines, de cafétérias, de réfectoires et autres services.
19	Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'AIEA vise à contribuer, par l'application de techniques nucléaires, aux efforts déployés à l'échelle internationale pour améliorer la nutrition, la santé et le développement. Ses activités de recherche couvrent de nombreux domaines: agriculture, alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, obésité infantile, questions environnementales, santé maternelle, santé des adolescents, qualité des régimes alimentaires et vieillesse en santé.
20	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Questions générales liées à la nutrition, sécurité alimentaire, dénutrition, carences en micronutriments	Non	Cet organisme collabore avec les gouvernements hôtes pour améliorer la santé, la nutrition et les conditions d'hygiène des réfugiés. Il s'emploie à renforcer la nutrition par le biais d'un mécanisme de financement stratégique et d'une collaboration étroite avec le PAM. Il a amélioré la sécurité alimentaire grâce à la création de jardins à étages dans les camps de réfugiés, renforcé l'état nutritionnel des mères et des enfants, et lutté contre l'anémie et d'autres carences en micronutriments.
21	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Sécurité alimentaire	Non	Apporte son soutien en vue de la mobilisation d'investissements nationaux et étrangers et pour le développement de pratiques agricoles durables.
22	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Dénutrition, sécurité alimentaire, aide alimentaire d'urgence	Non	Le PNUD est le réseau de développement des Nations Unies ayant pour mandat d'œuvrer en faveur de l'élimination de la pauvreté. Il travaille en étroite collaboration avec les pouvoirs publics à la préparation aux situations d'urgence. Il s'associe également avec les gouvernements ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales pour aider les autorités des pays en développement à faire face à la crise alimentaire mondiale.
23	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Au sein du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le PAM est l'organisme chef de file chargé de veiller à ce que l'appui alimentaire et nutritionnel soit intégré aux stratégies nationales destinées aux personnes vivant avec le VIH et aux personnes atteintes de tuberculose, et à ce que ces personnes bénéficient de ce type d'appui quand elles en ont besoin.
24	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Sécurité alimentaire	Non	En collaboration avec la FAO, il a contribué à la mise en œuvre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), principale source de financement public des projets environnementaux internationaux.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
25	Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	Sécurité alimentaire	Non	Partenariat avec le PAM pour appuyer l'initiative «1,000 Days» (Mille jours) visant à améliorer la nutrition des femmes enceintes et des mères allaitantes pour donner à la prochaine génération d'enfants le meilleur départ possible dans la vie. Le FNUAP œuvre en collaboration avec les gouvernements, les partenaires et d'autres organismes des Nations Unies pour s'attaquer directement à certains objectifs de développement durable, notamment l'objectif «Faim zéro» (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable).
26	ONU-Femmes	Questions générales liées à la nutrition, sécurité alimentaire	Non	Membre de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les femmes rurales (CCI-OIT, Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, CNUCED, PNUD, PNUE, UNESCO, FNUAP, ONUDI, ONU-Femmes et OMS), cet organisme œuvre en faveur de l'autonomisation des femmes en vue d'éliminer la pauvreté et la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable.
27	Organisation mondiale du commerce (OMC)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Forum mondial chargé de la définition des orientations des politiques commerciales. Le commerce peut jouer un rôle dans la promotion du développement durable et dans la réalisation des objectifs de développement durable. En 2005, la FAO et l'OMC ont convenu de renforcer leur coopération en matière de commerce international des denrées alimentaires et de sécurité alimentaire en vue d'améliorer à la fois la nutrition et l'accès des petits producteurs aux marchés agricoles internationaux.
28	Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Engagé, en partenariat avec la FAO et l'OCDE, dans un projet pluriannuel orienté vers l'action pour la promotion d'une approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (inspiré de la publication conjointe FAO-OCDE-FENU «Adopter une approche territoriale dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle»).
29	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)		Non	L'OCHA est le bras du Secrétariat de l'ONU qui est chargé de rassembler les acteurs humanitaires pour intervenir de façon cohérente dans les situations d'urgence. Il s'assure également qu'il existe un cadre dans lequel chaque acteur peut contribuer à l'intervention collective. Il joue un rôle central s'agissant de la coordination opérationnelle dans les situations de crise. À cet égard, il assume notamment les responsabilités suivantes: évaluer les situations et les besoins; définir des priorités communes; élaborer des stratégies communes pour la négociation de l'accès humanitaire et la mobilisation de fonds et d'autres ressources; assurer la cohérence des communications au grand public; et assurer le suivi des progrès accomplis.
30	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)		Non	Fournit un appui aux pays du monde entier pour la définition des priorités et la prise de décisions afin de les aider à relever leurs défis dans les sphères économique, sociale et environnementale.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SYSTÈME DES NATIONS UNIES				
31	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS)	Sécurité alimentaire	Non	Le CCS est le mécanisme de coordination le plus important et le plus ancien au sein des Nations Unies. Il fournit des indications générales, des orientations stratégiques et assure la coordination pour le système dans son ensemble dans les domaines qui relèvent des chefs de secrétariat. Il a créé le Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire, partenariat mondial visant à relever les défis du développement rural au niveau des pays.
32	Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'ECOSOC est l'un des six organes principaux des Nations Unies. Il coordonne le travail de 14 institutions spécialisées, de commissions techniques ainsi que de cinq commissions régionales dans les domaines économique et social. Il agit en tant que forum central pour débattre de questions économiques et sociales d'envergure internationale, et pour formuler des recommandations de politiques à l'intention des États Membres et du système des Nations Unies. Il joue un rôle majeur dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.
33	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)	Sécurité alimentaire	Non	A pour mission de contrôler la situation du droit à l'alimentation dans le monde. Il détermine les tendances générales liées au droit à l'alimentation et organise des visites sur place qui permettent au Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de se rendre directement compte de la situation dans ce domaine dans un pays donné.
34	Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural (GDPRD)	Sécurité alimentaire	Non	PLATEFORME: réseau composé de 38 donateurs bilatéraux et multilatéraux, institutions financières internationales, organisations intergouvernementales et organismes de développement.
35	Forum politique de haut niveau pour le développement durable		Non	PLATEFORME: la Division du développement durable vise à assurer le leadership et catalyser l'action dans la promotion et la coordination de la mise en œuvre des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les dix-sept objectifs de développement durable (ODD). Entre autres mandats, elle est le siège du secrétariat du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, la plateforme centrale au sein du système des Nations Unies pour le suivi et l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les chefs d'État et de gouvernements en septembre 2015.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
36	Emergency Nutrition Network (ENN)	Dénutrition	Oui	Renforcer les connaissances, stimuler l'apprentissage et apporter soutien et encouragement aux travailleurs qui interviennent dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition dans les situations d'urgence.
37	Initiative pour les micronutriments	Carences en micronutriments	Oui	L'Initiative pour les micronutriments vise à apporter des solutions pour en finir avec les carences en vitamines et en minéraux à l'échelle mondiale. Son objectif est de faire en sorte que les personnes les plus vulnérables dans le monde aient accès aux micronutriments, et de devenir un chef de file mondial de l'offre de solutions intégrées, innovantes et durables en vue de réduire les carences en micronutriments par l'intervention et la recherche. Cette organisation agit seule ou en association avec d'autres intervenants, parmi lesquels des gouvernements, des producteurs d'aliments et des organisations partenaires, pour élaborer et mettre en œuvre des programmes.
38	Iodine Global Network (IGN)	Carences en micronutriments	Oui	IGN œuvre pour l'élimination durable de la carence en iode. Elle entend faire autorité dans le domaine de l'apport alimentaire en iode et diriger les efforts mondiaux visant à mettre fin aux carences en iode. Elle soutient et stimule les programmes d'action mondiaux et nationaux en collaboration avec les principales parties prenantes de la société civile et des secteurs public, privé et scientifique. Bien qu'IGN continue à jouer un rôle consultatif et scientifique important en matière d'apport alimentaire en iode, c'est le réseau composé de plus d'une centaine de coordonnateurs nationaux et d'organismes partenaires (l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, l'Initiative pour les micronutriments et l'UNICEF) qui est au cœur des activités et des efforts qu'elle déploie au plan mondial pour lutter contre les troubles dus à une carence en iode.
39	Access to Nutrition Foundation (ATNF)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	La priorité d'ATNF est de publier, à intervalles réguliers, l'indice «Global Access to Nutrition Index» qui évalue et classe les politiques, pratiques et communications en matière de nutrition des plus grands fabricants d'aliments et de boissons.
40	FIAN International pour le droit à une alimentation adéquate (FIAN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Organisation internationale de droits humains qui fait campagne pour la réalisation du droit à l'alimentation. FIAN s'efforce d'assurer aux personnes un accès aux ressources dont elles ont besoin pour se nourrir aujourd'hui et dans le futur.
41	International Coalition for Advocacy on Nutrition (ICAN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Cette coalition représente les intérêts des associations nationales et régionales qui collaborent avec tous les secteurs de l'industrie des produits de consommation emballés. Elle encourage l'harmonisation des normes scientifiques et des politiques ayant trait à la sécurité sanitaire, à l'emballage et à l'étiquetage des aliments, boissons et autres biens de consommation emballés.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
42	Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP)	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Oui	Le CIP joue le rôle d'interface de la société civile avec la FAO sur les questions de sécurité alimentaire. Il s'agit d'un réseau international composé de plusieurs organisations représentant des agriculteurs, des pêcheurs, des travailleurs agricoles, des peuples autochtones et des ONG. Il facilite les discussions entre les ONG, les organisations et mouvements sociaux, et la FAO.
43	Fédération internationale du diabète (FID)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	La FID ancre son plaidoyer international dans la réalité de son expérience locale et fait la promotion des soins relatifs au diabète, de la prévention et du traitement de cette maladie dans plus de 170 pays à travers le monde. Elle élabore des lignes directrices pour la gestion du diabète.
44	Union internationale contre le cancer (UICC)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	L'UICC rassemble la communauté mondiale de la lutte contre le cancer, s'emploie à mieux faire connaître la maladie et à la placer au cœur des préoccupations de santé mondiales, et coordonne les programmes et initiatives.
45	Fédération mondiale du cœur (FMC)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	Membre du réseau «NCD Alliance» (cancer, diabète, maladies respiratoires chroniques). Fait campagne en faveur d'un changement des politiques et appuie les initiatives de lutte contre l'obésité et de promotion d'une alimentation saine et de l'activité physique.
46	NCD Alliance (NCDA)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	NCD Alliance est un réseau regroupant 2 000 organisations de la société civile réparties dans plus de 170 pays. Parmi les membres, on compte des ONG nationales et internationales, des associations scientifiques et professionnelles, des universités et des centres de recherche, des représentants du secteur privé et des personnes dévouées. NCD Alliance entend établir un réseau de la société civile à la fois solide et unifié pour encourager une mise en commun des efforts en matière de plaidoyer, d'intervention et de responsabilisation pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles.
47	Fédération mondiale de l'obésité (FMO)	Excès pondéral et obésité	Oui	Compiler, réaliser et diffuser des études de calibre mondial sur l'obésité; influencer les politiques des secteurs universitaire, public et privé; établir un cadre rigoureux, cohérent et crédible au moyen de programmes éducatifs, de formations, de publications, de conférences et d'accréditations.
48	Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'IBFAN élabore des programmes visant à renforcer son influence par le biais d'alliances, à protéger la population contre les campagnes publicitaires trompeuses des fabricants d'aliments pour bébés, à plaider auprès des pouvoirs publics pour qu'ils obligent les entreprises du secteur à rendre des comptes, à fournir aux gouvernements un appui en matière technique et de planification, à favoriser la sensibilisation, la formation et le renforcement des capacités. L'IBFAN est une organisation de surveillance, qui veille au respect du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, et des résolutions ultérieures de l'Assemblée mondiale de la Santé, et qui met en lumière les conflits d'intérêts dans les politiques et programmes tant au niveau mondial qu'au niveau national.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
49	Association internationale des consultant(es) en lactation (ILCA)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'association propose des solutions innovantes pour la formation et l'établissement de réseaux, donne accès aux recherches menées sur la lactation et aide à interpréter les données; elle contribue également à renforcer les capacités des chefs de file de demain et fait campagne pour donner à l'allaitement une place plus importante parmi les priorités mondiales.
50	World Alliance for Breastfeeding Action (WABA)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Protéger, encourager et soutenir l'allaitement maternel dans le monde entier dans le cadre des déclarations Innocenti (1990 et 2005) et de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en établissant des réseaux et en appuyant des initiatives concertées pour la mobilisation sociale, la sensibilisation, la diffusion de l'information et le renforcement des capacités. Cet organisme entend favoriser le développement d'un mouvement fort et uni pour la défense de l'allaitement, qui tirera parti des différents instruments internationaux pour créer un environnement porteur pour les mères dans le but de contribuer à promouvoir les pratiques optimales en matière d'allaitement et d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.
51	Thousand Days (THDYS)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Avec le soutien des Gouvernements des États-Unis d'Amérique et de l'Irlande ainsi que de la Fondation Bill et Melinda Gates et de plusieurs organisations sans but lucratif, l'initiative «1,000 Days» (Mille jours) met en place un partenariat qui vise à stimuler l'action et l'investissement au profit de la nutrition des femmes et des jeunes enfants aux quatre coins de la planète.
52	Action contre la faim International (ACF)	Dénutrition	Oui	Fournir aux communautés un accès à l'eau potable et des solutions durables pour éliminer la faim.
53	The Hunger Project (THP)	Dénutrition	Oui	Cette organisation s'est donné pour mission de mettre un terme à la pauvreté et à la faim en élaborant des stratégies locales durables, axées sur les femmes, et en faisant campagne pour leur adoption généralisée dans tous les pays du monde. Elle organise des programmes en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, qui sont fondés sur une approche globale innovante visant à donner aux femmes et aux hommes vivant dans des villages ruraux les moyens de prendre en main leur propre développement et d'accomplir des progrès durables dans la lutte contre la faim et la pauvreté.
54	Rise Against Hunger (RAH) [anciennement Stop Hunger Now]	Dénutrition	Oui	Les membres de cet organisme se sont fixé pour objectif de faire disparaître la faim de leur vivant en apportant une aide alimentaire aux personnes les plus vulnérables de la planète, en les aidant à changer le cours de leur vie et en mobilisant la communauté internationale afin qu'elle engage les ressources nécessaires.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
55	Food For The Poor (FFTP)	Dénutrition et aide alimentaire d'urgence	Oui	Cette organisation œuvre en faveur des plus pauvres parmi les pauvres dans 17 pays des Caraïbes et de l'Amérique latine en leur donnant de quoi s'alimenter et se loger, en facilitant leur accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'aide d'urgence, et en mettant en place des projets de microentreprises et des programmes d'éducation.
56	Bread for the World (BREAD)	Dénutrition	Oui	L'organisme Bread for the World Institute propose une analyse objective des politiques en matière de lutte contre la faim et recommande des stratégies pour éradiquer ce fléau. Depuis 1975, il informe les milieux influents, les décideurs et le grand public sur les enjeux liés à la faim aux États-Unis et ailleurs dans le monde.
57	Feed the Children (FTC)	Dénutrition	Oui	Cet organisme offre des programmes dans les domaines de l'alimentation et de l'éducation pour aider les familles à apprendre la culture et l'élevage et, finalement, à vendre leur propre production alimentaire.
58	Alive & Thrive (AAT)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Alive & Thrive est une initiative qui vise à sauver des vies, à prévenir les maladies et à assurer une croissance saine et un bon développement grâce à une amélioration des pratiques d'allaitement et d'alimentation complémentaire.
59	Strengthening Partnerships, Results and Innovations in Nutrition Globally (SPRING)	Dénutrition	Oui	SPRING est consacré au renforcement des efforts nationaux et internationaux pour transposer à une plus grande échelle les pratiques et politiques nutritionnelles à fort impact. Cet organisme s'emploie à prévenir le retard de croissance et l'anémie maternelle et infantile dans les 1 000 premiers jours.
60	Health and Education Advice and Resource Team (HEART)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	HEART est un consortium d'organisations chefs de file dans les domaines du développement international, de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Cet organisme mise sur la collaboration pour encourager les décideurs à s'appuyer sur des données probantes et des avis d'experts pour élaborer leurs politiques.
61	Congressional Hunger Centre (CHC)	Dénutrition	Oui	Congressional Hunger Centre a pour mission de former une nouvelle génération de dirigeants engagés dans la lutte contre la faim en jetant un pont entre les efforts menés sur le terrain et les politiques publiques, et en établissant des coalitions qui plaident pour la sécurité alimentaire.
62	CONCERN Worldwide US (CONC)	Aide alimentaire d'urgence	Oui	Cette organisation humanitaire internationale se consacre à la lutte contre la pauvreté et la souffrance dans les pays les plus pauvres de la planète. Elle intervient dans cinq domaines principaux: éducation, situations d'urgence, VIH/sida, santé et moyens d'existence.
63	Freedom from Hunger (FFH)	Dénutrition	Oui	Freedom from Hunger propose des solutions d'auto-assistance à la fois novatrices et durables pour lutter contre la faim et la pauvreté chroniques. En association avec des partenaires locaux, cette organisation procure aux familles les moyens (programmes de microfinancement et modules d'éducation) dont elles ont besoin pour se bâtir un avenir synonyme de santé, d'espoir et de dignité.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
64	Food For The Hungry (FFTH)	Dénutrition et aide alimentaire d'urgence	Oui	Food for the Hungry est une organisation de secours et d'aide au développement qui est présente dans plus de 20 pays. Elle intervient lors des catastrophes naturelles en fournissant un abri, de la nourriture et des vêtements aux victimes. Elle mène des activités de développement à long terme avec les populations pauvres pour favoriser la transformation des communautés les plus démunies.
65	Mennonite Central Committee (MCC)	Dénutrition et aide alimentaire d'urgence	Oui	MCC collabore avec des partenaires locaux dans le monde entier pour garantir l'accès de tous à une alimentation suffisante aujourd'hui et à l'avenir. Dans les régions touchées par des conflits ou des catastrophes, MCC fournit une aide alimentaire d'urgence, qui prend la forme de colis alimentaires, de bons d'alimentation et d'argent liquide. Ses partenaires travaillent avec des agricultures à l'élaboration de nouvelles techniques pour améliorer la santé des sols et accroître les rendements. MCC encourage l'adoption de politiques publiques qui donnent à chacun la possibilité de manger à sa faim.
66	Alliance to End Hunger (ATEH)	Dénutrition	Oui	Cette plateforme permet aux organisations laïques et religieuses d'unir leurs forces dans la lutte contre la faim. Elle fait campagne pour que la faim figure au centre des préoccupations nationales, renforce les capacités des coalitions de la société civile dans sept pays et apporte son appui à des initiatives visant à libérer les communautés de la faim.
67	Helen Keller International (HKI)	Dénutrition, sécurité alimentaire et carences en micronutriments	Non	Cette organisation a lancé et mené à bien plusieurs initiatives de lutte contre la malnutrition, a pris part à des programmes agricoles visant à renforcer les pratiques agricoles et nutritionnelles, et a mis en œuvre un projet de complémentation en vitamine A pour lutter contre la cécité.
68	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)	Dénutrition et aide alimentaire d'urgence	Non	La FICR fournit une assistance technique et des aides d'urgence en vue d'améliorer la situation sanitaire et alimentaire des pays touchés par des catastrophes naturelles. Elle déploie également un programme de nutrition destiné aux enfants souffrant de malnutrition.
69	Save the Children (STC)	Questions générales liées à la nutrition et dénutrition	Non	STC met en place des programmes de promotion de la santé et de la nutrition. L'organisation s'emploie à améliorer la santé et la nutrition des mères, des nouveau-nés et des enfants, en particulier dans les communautés pauvres et vulnérables, notamment celles qui sont frappées par des catastrophes naturelles ou en proie à des conflits.
70	Oxfam International (OXFAM)	Aide alimentaire d'urgence	Non	Oxfam fournit une aide alimentaire d'urgence, distribuée de l'argent liquide aux populations pour leur permettre de s'approvisionner en denrées alimentaires et réapprovisionner les banques de céréales et de bétail.
71	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE)	Aide alimentaire d'urgence	Non	CARE fournit un appui technique en mettant l'accent sur la fourniture de denrées alimentaires et de ressources pendant les situations d'urgence.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
72	World Vision International (WVI)	Questions générales liées à la nutrition et dénutrition	Non	Le centre d'expertise en nutrition de World Vision, qui fait partie de l'équipe de la santé mondiale, fournit une orientation stratégique en matière de lutte contre la malnutrition. L'organisation investit dans des initiatives en faveur de la santé et de la nutrition à l'échelle mondiale, s'associe à des partenaires dans le cadre de programmes mondiaux, contribue à la recherche dans le domaine de la nutrition, et participe à la stratégie de sensibilisation, d'apprentissage et de développement pour une bonne gouvernance de la nutrition.
73	PATH	Questions générales liées à la nutrition	Non	PATH assure l'élaboration et la promotion de programmes de santé à la fois innovants et abordables, conçus pour garantir aux futures mères, aux bébés et aux enfants un accès aux nutriments dont ils ont besoin. Comptant plusieurs dizaines d'années d'expérience, cet organisme noue des partenariats dans de multiples secteurs et pays pour améliorer l'efficacité et la portée des programmes de nutrition.
74	Caritas Internationalis (CARITAS)	Sécurité alimentaire et aide alimentaire d'urgence	Non	Caritas milite pour le droit à l'alimentation, pour que chacun ait une alimentation nutritive et adaptée. Elle encourage l'investissement dans le développement agricole et rural. Elle aide les communautés à disposer d'aliments nutritifs et pour ce faire les aide à adapter leurs cultures et leur apprend à se préparer aux éventuelles catastrophes. Pendant les situations d'urgence, les programmes de Caritas assurent la distribution de vivres et de suppléments alimentaires.
75	ActionAid (ACTAID)	Dénutrition	Non	ActionAid agit pour les droits et contre la pauvreté dans le monde. Elle mène des interventions en faveur de la nutrition dans les communautés touchées par la pauvreté.
76	PLAN International (PLAN)	Dénutrition	Non	PLAN agit avant, pendant et après les catastrophes en soutenant différents types de programmes: prévention et gestion de la malnutrition, distribution de vivres, fourniture de repas scolaires, activités agricoles, et aide sous forme d'espèces et de bons.
77	InterAction (INTACT)	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Non	InterAction est une coalition d'ONG basée à Washington. Active dans le monde entier, elle agit en tant que facilitateur, leader d'opinion et porte-parole de la communauté. Ses programmes d'action s'articulent autour de l'aide humanitaire, des activités de plaidoyer, du développement international et de la reddition de comptes des ONG.
78	Heifer International (HEIFER)	Sécurité alimentaire	Non	Heifer International œuvre aux côtés des communautés pour renforcer les économies locales. Elle forme et soutient les petits exploitants agricoles pour assurer tout au long de l'année un accès à des aliments variés et nutritifs, et favorise également l'accès à l'eau et à des installations sanitaires améliorées.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
79	Institut international du développement durable (IIDD)	Sécurité alimentaire	Non	L'IIDD rend compte des négociations internationales, conduit des recherches rigoureuses et mobilise citoyens, entreprises et décideurs autour d'un objectif commun, celui de se développer de manière durable. Il entend renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux changements climatiques en approfondissant la connaissance des facteurs qui influencent la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs et aux stress climatiques. Ses experts mettent au point des indicateurs permettant de surveiller ces facteurs tant au niveau communautaire qu'au niveau national. Ils collaborent également avec les gouvernements et les collectivités pour mieux comprendre l'incidence des politiques sur la résilience des systèmes alimentaires face aux changements climatiques.
80	Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD)	Sécurité alimentaire	Non	Cette organisation a pour objectif de promouvoir le développement durable par le biais de politiques de nature commerciale. Connu pour encourager le dialogue et produire des études pertinentes sur les enjeux d'ordre politique, le CICDD intervient dans le domaine de l'agriculture dans une volonté de promouvoir la sécurité alimentaire, l'équité et la durabilité environnementale dans le commerce agricole.
81	Practical Action (PRACTA)	Sécurité alimentaire	Non	Dans le cadre de ses programmes, Practical Action collabore avec les communautés pour déterminer les meilleures pistes possibles pour un changement durable qui permettra d'améliorer la production alimentaire.
82	Relief International (RELIEF)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Les programmes de Relief International donnent aux communautés les moyens d'agir à plusieurs niveaux: lancer des campagnes de prévention des maladies; traiter et prévenir la malnutrition; éduquer les familles dans les domaines de la santé et de la nutrition; prodiguer des soins maternels (avant, pendant et après l'accouchement); fournir des services de santé relatifs à la sexualité et à la procréation; former le personnel de santé; fournir des services de soins de courte durée, de soins de santé primaires et de soins hospitaliers; apprendre aux vétérinaires et au personnel médical à reconnaître et à prévenir les maladies transmises par le bétail.
83	World Missionary Evangelism (WME)	Dénutrition et aide alimentaire d'urgence	Non	WME est une organisation missionnaire et humanitaire interconfessionnelle, qui se consacre au parrainage d'enfants, au parrainage de missionnaires autochtones, au secours d'urgence et aux projets de développement communautaire (églises, écoles, cliniques médicales, puits, programmes d'alimentation, exploitations agricoles et formation professionnelle).
84	Medical Teams International (MTI)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Les programmes de santé communautaire de MTI sont axés sur les femmes, les enfants et les soins de santé primaires. L'organisation agit notamment dans les domaines de la prévention des maladies infantiles, de la santé maternelle, de la santé des nouveau-nés, de la nutrition, de la vaccination, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. L'équipe d'intervention humanitaire de MTI fournit des services de secours lors de catastrophes naturelles ou de crises d'origine humaine d'une ampleur telle que les intervenants locaux ne sont pas en mesure de répondre aux besoins.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES				
85	Quartier général international de l'Armée du Salut	Aide alimentaire d'urgence	Non	De la recherche de membres de la famille aux interventions en cas de catastrophe, l'Armée du Salut offre un large éventail de services dans le monde: intervention d'urgence, services de santé, projets internationaux et services de développement.
86	Family Care Foundation (FCF)	Aide alimentaire d'urgence	Non	La fondation FCF fournit des services humanitaires dans les pays en développement, accorde des subventions et contribue à la formation des organisations locales des pays en développement en participant à une grande variété d'initiatives communautaires.
87	Convoy of Hope (COH)	Aide alimentaire d'urgence	Non	Convoy of Hope est une organisation confessionnelle sans but lucratif qui aspire à nourrir la planète par le biais d'initiatives en faveur de l'alimentation des enfants, de programmes d'action communautaire et d'interventions lors des catastrophes.
88	Aid for Starving Children (AFSC)	Aide alimentaire d'urgence et dénutrition	Non	Cet organisme a pour mission de venir en aide aux enfants affamés et nécessiteux partout dans le monde en assurant leur accès à la nourriture, à l'eau, aux fournitures médicales et à l'éducation. Il dispense également des secours d'urgence aux enfants et aux familles vivant dans des régions dévastées par des catastrophes naturelles ou des guerres.
89	Children's Hunger Relief Fund (CHRF)	Aide alimentaire d'urgence et dénutrition	Non	Cette association d'églises se consacre à l'aide humanitaire et s'est donné pour mission d'aider les enfants et les familles défavorisés à transformer leurs vies en appliquant les principes de compassion, de dignité et d'entraide.
90	Healing Hands International (HHI)	Sécurité alimentaire	Non	HHI organise des ateliers agricoles dans le monde entier pour enseigner aux leaders religieux et communautaires à subvenir à leurs propres besoins nutritionnels. L'objectif est d'accompagner ces personnes sur la voie de l'autonomie. En s'engageant dans l'éducation des personnes vivant dans des régions sous-développées, l'organisme entend offrir non pas une aide ponctuelle, mais une solution à long terme qui permettra aux populations de prendre leur destin en main. Cette initiative donne aux membres de chaque communauté les moyens de bâtir une économie agricole efficace, favorisant par là même un développement tant économique que spirituel.
91	Consumers International (CI)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Cet organisme favorise l'accès des consommateurs à des aliments nutritifs et sans danger en plaidant pour une amélioration des informations et de l'étiquetage nutritionnels, et en recommandant de restreindre le marketing des aliments mauvais pour la santé.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET BANQUES DE DÉVELOPPEMENT MULTILATÉRALES				
92	Fonds monétaire international (FMI)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Le FMI vient en aide aux pays pauvres en fournissant des avis en matière de politiques, une assistance technique, un soutien financier et un allègement de la dette. Il aide également les pays à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées, comme des réformes des politiques fiscales et douanières ou des programmes de transferts, en vue d'amoindrir les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers sur les plus pauvres. Il a réalisé une étude complète sur les conséquences macroéconomiques de la crise alimentaire et énergétique.
93	Groupe de la Banque mondiale	Questions générales liées à la nutrition	Non	La Banque mondiale octroie aux pays une aide financière pour des projets ou des secteurs spécifiques par le biais de prêts assortis de conditions quasi-commerciales ou de conditions de faveur. Par ailleurs, son personnel et ses consultants fournissent une assistance technique aux gouvernements pour les aider à mettre en œuvre des projets et des réformes politiques.
94	Banque interaméricaine de développement (BID)	Questions générales liées à la nutrition	Non	La BID mobilise des ressources en vue d'aider les pays à réaliser des projets d'amélioration de la nutrition.
GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET ORGANISATIONS MULTILATÉRALES				
95	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).	Questions générales liées à la nutrition et dénutrition	Non	Plus important donateur bilatéral, l'USAID prête appui à des programmes gérés par les pays pour s'attaquer aux causes profondes de la dénutrition. Elle contribue à développer le potentiel de millions de personnes au moyen d'investissements intégrés dans la santé, l'agriculture et la protection sociale tout en aidant les pays à acquérir les capacités techniques nécessaires pour gérer des programmes liés à la nutrition sur le long terme.
96	Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le projet «Team Nutrition», mis en place par le service du Département de l'agriculture des États-Unis en charge de l'alimentation et de la nutrition, vise à soutenir les programmes de nutrition infantile par le biais de diverses mesures: formation et assistance technique pour les services de restauration, éducation nutritionnelle des enfants et des intervenants qui s'en occupent, et appui aux écoles et aux communautés pour promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré et l'activité physique.
97	Centers for Disease Control and Prevention (CDC)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Dans le domaine de la nutrition, les CDC soutiennent les programmes et stratégies de santé publique qui contribuent à améliorer la qualité des régimes alimentaires, à favoriser le bon développement des enfants et à réduire les risques de maladies chroniques.
98	Ministère britannique du développement international (DFID)	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Non	Le DFID participe à des projets multilatéraux en partenariat avec le FIDA, la BID et le PAM (par exemple, par le biais de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition). Il finance des projets de développement international – par exemple, le fonds fiduciaire pour la subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT) – et publie des études sur l'alimentation et la nutrition. Il intervient également dans le domaine humanitaire.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET ORGANISATIONS MULTILATÉRALES				
99	Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Le NORAD, en tant qu'agence du Gouvernement norvégien en charge de la coopération pour le développement, se veut un centre d'excellence pour toutes les questions liées à la santé, à la pauvreté et au développement à l'échelle mondiale. Il joue un rôle important en matière de suivi et d'évaluation des initiatives d'aide humanitaire et d'appui au développement menées par la Norvège à l'étranger. Le NORAD fournit également des avis en vue d'un suivi efficace de la mise en œuvre des priorités établies dans le livre blanc de la Norvège sur la santé mondiale ainsi que dans le domaine de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations Unies et d'autres objectifs internationaux. Enfin, le NORAD est un acteur important en ce qui a trait à la diffusion de données probantes, de connaissances et de résultats auprès des pouvoirs publics norvégiens, des partenaires et du grand public.
100	Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)	Sécurité alimentaire	Non	Le partenariat stratégique pour la sécurité alimentaire (PPFS) établi par l'APEC en 2011 vise à renforcer la coopération public-privé pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire dans la région.
101	Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)	Sécurité alimentaire	Non	Le CTA a pour mission de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accroître la prospérité et de favoriser une gestion viable des ressources naturelles dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
102	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	Sécurité alimentaire	Non	Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le Comité d'aide au développement de l'OCDE s'emploie à déterminer comment ses membres peuvent collaborer avec les gouvernements partenaires et d'autres parties prenantes nationales pour renforcer et soutenir les stratégies nationales lorsque celles-ci sont inefficaces ou peu porteuses s'agissant du déploiement de ressources et d'efforts pour la lutte contre l'insécurité alimentaire.
ORGANISATIONS PHILANTHROPIQUES				
103	Fondation Bill et Melinda Gates	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Non	La fondation prend part à de nombreux programmes d'amélioration de la nutrition à travers le monde, investit dans la recherche et œuvre au renforcement des systèmes alimentaires. Elle collabore avec un large éventail d'organisations: l'initiative 1,000 Days, le Rapport sur la nutrition mondiale, Save the Children, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, HarvestPlus, Helen Keller International, Alive & Thrive, le Fonds Graça Machel et Action contre la faim.
104	Fondation Rockefeller	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Non	La fondation prend part à de nombreux programmes d'amélioration de la nutrition à travers le monde (notamment l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition), investit dans la recherche et œuvre au renforcement des systèmes alimentaires.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
ENTREPRISES PRIVÉES				
105	International Council of Grocery Manufacturer Associations (ICGMA)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Cette coalition représente les intérêts des associations nationales et régionales qui collaborent avec tous les secteurs de l'industrie des produits de consommation emballés. Elle encourage l'harmonisation des normes scientifiques et des politiques ayant trait à la sécurité sanitaire, à l'emballage et à l'étiquetage des aliments, boissons et autres biens de consommation emballés.
106	Council for Responsible Nutrition (CRN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le CRN est la plus grande organisation commerciale représentant les fabricants de compléments alimentaires et d'aliments fonctionnels ainsi que les fournisseurs d'ingrédients. Les sociétés membres du CRN produisent une part importante des compléments alimentaires commercialisés aux États-Unis et dans le monde. Le CRN représente plus de 150 sociétés qui fabriquent des ingrédients et des compléments alimentaires, ou qui fournissent des services à ces fournisseurs et à ces fabricants. Les membres du CRN sont tenus de respecter une multitude de réglementations fédérales et nationales qui régissent les compléments alimentaires dans le domaine de la fabrication, de la commercialisation, du contrôle de qualité et de la sécurité sanitaire des aliments.
107	Réseau international agroalimentaire	Sécurité alimentaire	Oui	Le Réseau international agroalimentaire a été choisi pour coordonner le Mécanisme du secteur privé au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à Rome. Formé en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, ce réseau représente une coalition informelle des associations commerciales internationales intervenant dans le secteur de l'agroalimentaire à l'échelle mondiale. Il facilite les échanges entre les organisations membres et mobilise les organisations internationales dans la chaîne agroalimentaire au niveau mondial.
108	Calorie Control Council (CCC)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le CCC représente les fabricants et fournisseurs de boissons et aliments à teneur faible ou réduite en calories, notamment les fabricants et fournisseurs de plus d'une douzaine d'édulcorants, de fibres et autres ingrédients alimentaires hypocaloriques. Il offre à ses membres un forum pour débattre des enjeux et trouver des solutions, et favorise une collaboration efficace entre les principales parties prenantes internes et externes à l'échelle internationale.
109	Danone	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Danone a créé la division Nutricia Nutrition Clinique. Celle-ci travaille en étroite collaboration avec la communauté scientifique afin de proposer des aliments qui répondent à des besoins médicaux spécifiques et dont les effets positifs sur la santé de patients ont été démontrés.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
ENTREPRISES PRIVÉES				
110	Nestlé	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le Comité Nestlé sur la nutrition est un groupe consultatif indépendant qui examine les questions de nutrition et leur incidence potentielle sur les politiques et stratégies de Nestlé, et qui conseille la direction du groupe à cet égard. Il formule des avis concernant les programmes de recherche de Nestlé et examine les études réalisées. De plus, il organise le symposium international annuel de Nestlé sur la nutrition. L'entreprise a signé l'engagement mondial pris envers l'Organisation mondiale de la Santé concernant la mise en œuvre de sa Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé.
111	Unilever	Questions générales liées à la nutrition et dénutrition	Oui	Participe au Défi Faim zéro des Nations Unies et intervient dans la lutte contre la surnutrition et la dénutrition. Veille à ce que son programme en matière de nutrition réponde aux préoccupations du grand public et soit conforme aux directives des autorités de santé publique. L'entreprise a signé l'engagement mondial pris envers l'Organisation mondiale de la Santé concernant la mise en œuvre de sa Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé.
112	Abbott Nutrition (ABBOTT)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le «Abbott Nutrition Health Institute» aide les professionnels de la santé du monde entier à transformer la science de la nutrition en solutions efficaces pour chacune des étapes de la vie. Cet institut se consacre à la formation des professionnels de la santé en vue d'améliorer le traitement des patients et l'état de santé des individus dans le monde. Il organise des cours et des conférences en plus de mettre en place des collaborations scientifiques.
113	Cargill	Questions générales liées à la nutrition	Non	Cargill s'engage à nourrir la population mondiale croissante tout en protégeant la planète; à permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder à la nourriture, à améliorer la nutrition et à établir des partenariats pour lutter contre la faim; à militer pour la mise en place de politiques qui favorisent les échanges commerciaux permettant aux agriculteurs de prospérer; et à aider les agriculteurs à augmenter leur productivité et leurs revenus tout en assurant une utilisation responsable des ressources naturelles. Remarque: Avec Archer Daniels Midland et Bunge, Cargill compte parmi les plus importants fournisseurs de services pour les livraisons d'aide alimentaire des États-Unis.
114	The Coca-Cola Company (COKE)	Questions générales liées à la nutrition, excès pondéral et obésité	Non	Coca-Cola participe aux efforts visant à trouver des solutions viables à l'obésité en collaborant avec les pouvoirs publics, les universités, les organisations spécialisées dans la santé, les entreprises, les communautés et d'autres membres de la société civile. L'entreprise a signé l'engagement mondial pris envers l'Organisation mondiale de la Santé concernant la mise en œuvre de sa Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé; elle a notamment pris six engagements en matière de lutte contre l'obésité.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
ENTREPRISES PRIVÉES				
115	PepsiCo	Questions générales liées à la nutrition	Non	En 2008, PepsiCo a signé l'engagement mondial pris envers l'Organisation mondiale de la Santé concernant la mise en œuvre de sa Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé. En 2010, l'entreprise a rendu publics onze objectifs et engagements mondiaux, établis à partir de critères nutritionnels fondés sur les recommandations contenues dans le Rapport technique de l'OMS 916 (issu d'une consultation conjointe OMS/FAO d'experts), sur les rapports d'instituts de médecine et sur les recommandations nutritionnelles à l'intention de la population américaine.
116	Archer Daniels Midland (ADM)	Sécurité alimentaire	Non	ADM Alliance Nutrition, filiale d'ADM, œuvre en faveur de la communauté agricole en cherchant constamment à améliorer l'efficacité et la rentabilité de la filière bovine. Pour y parvenir, elle travaille en étroite collaboration avec le milieu universitaire, le secteur agroalimentaire, des producteurs et d'autres grands fabricants de l'industrie bovine. Remarque: Avec Cargill et Bunge, ADM compte parmi les plus importants fournisseurs de services pour les expéditions d'aide alimentaire des États-Unis. Il s'agit d'une entreprise cotée en bourse.
117	Monsanto	Questions générales liées à la nutrition	Non	Monsanto s'engage à œuvrer pour le renforcement des moyens d'existence des agriculteurs et des exploitations familiales en contribuant à l'amélioration des infrastructures agricoles, de l'accès à l'eau et de la conservation des ressources en eau, en soutenant les efforts visant à accroître la productivité rurale et à établir des liens entre les marchés et, enfin, en appuyant le développement durable dans l'ensemble du système agricole. L'entreprise se fait un devoir d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales en mettant en place des programmes dans les domaines de la santé et de la nutrition (en particulier en Inde). Monsanto possède deux programmes phares: SHARE (Sustainable Harvests – Agriculture, Resources & Environment) et DISHA (projets dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation, axés sur les femmes et les enfants des communautés rurales).
118	Kellogg Company (KELLOGG)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'entreprise a signé l'engagement mondial pris envers l'Organisation mondiale de la Santé concernant la mise en œuvre de sa Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé. Kellogg s'associe à des organisations – comme l'Organisation mondiale de la Santé, l'Alliance internationale des produits alimentaires et des boissons et l'Institut international des sciences de la vie – pour améliorer l'éducation nutritionnelle et mettre au point des solutions à des problèmes majeurs de nutrition. Elle s'engage également à favoriser l'éducation nutritionnelle au moyen des informations fournies sur les emballages de ses produits et sur son site web, par l'intermédiaire de partenariats avec des groupes de consommateurs et par l'organisation de différents programmes de formation continue et de symposiums à l'intention des professionnels de la santé.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
ENTREPRISES PRIVÉES				
119	Campbell	Questions générales liées à la nutrition	Non	Campbell fait partie des membres fondateurs de la «Children's Food and Beverage Advertising Initiative» (CFBAI), initiative lancée en 2006 par le Council of Better Business Bureaus et dix fabricants de produits alimentaires pour encadrer la publicité sur les aliments et les boissons destinée aux enfants en vue d'encourager des régimes alimentaires plus équilibrés et des modes de vie plus sains. Campbell soutient les initiatives de réduction de la teneur en sodium et l'étiquetage nutritionnel (initiative «Facts Up Front»). Au titre de sa responsabilité sociale, l'entreprise œuvre pour la promotion de la nutrition et du bien-être à l'échelle mondiale, contribue à bâtir un environnement plus durable et honore les obligations qui lui incombent au sein de la société, de la ferme à l'assiette.
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET INITIATIVES MULTIPARTITES				
120	Alliance contre la faim et la malnutrition (ACFM)	Dénutrition	Oui	L'Alliance œuvre à l'échelle internationale pour la promotion d'un dialogue sur les politiques nationales. De leur côté, les alliances nationales agissent localement en vue de mobiliser la société civile, le secteur privé et les gouvernements et de les inciter à renforcer la volonté politique de lutter contre la faim et la malnutrition. L'ACFM permet de faire converger les activités de sensibilisation aux niveaux national et international vers un objectif commun: libérer le monde de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.
121	Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition	Sécurité alimentaire	Oui	Cette initiative vise à améliorer l'apport en vitamines et en minéraux en encourageant et en soutenant l'enrichissement des grains de céréales moulus industriellement dans le cadre d'une collaboration avec des partenaires de divers secteurs. Des organisations des secteurs public et privé œuvrent ainsi ensemble pour l'ajout de micronutriments dans la farine afin de lutter contre les carences en vitamines et en minéraux dans le monde.
122	Food Fortification Initiative (FFI)	Carences en micronutriments	Oui	Ce programme encourage les efforts visant à assurer une utilisation plus efficace des ressources et à réduire le coefficient de pollution des systèmes alimentaires, depuis la production jusqu'à la consommation, tout en abordant les questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il contribue au Programme mondial des Nations Unies pour la nutrition.
123	Programme FAO-PNUE pour des systèmes alimentaires durables	Sécurité alimentaire	Oui	Objective of SFSP is to spearhead efforts to improve resource use efficiency and reduce the pollution intensity of food systems from production to consumption, while at the same time addressing issues of food and nutrition security. Involved in UN Global Nutrition Agenda.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET INITIATIVES MULTIPARTITES				
124	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)	Dénutrition, carences en micronutriments	Oui	Cette alliance est une ONG, mais elle a recours au partenariat public-privé pour mettre en œuvre des programmes qui encouragent l'enrichissement durable des aliments de base, l'utilisation de suppléments composés de plusieurs nutriments, le renforcement de l'accès des mères et des enfants à des aliments nutritifs et l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits agricoles. Elle vise également à inciter le secteur privé à concevoir des aliments complémentaires enrichis bon marché à l'intention des populations à faible revenu et à mettre en place un fonds pour l'achat de micronutriments en vue de permettre un approvisionnement plus efficace et moins coûteux en vitamines et minéraux de haute qualité dans le cadre de programmes de supplémentation et d'enrichissement des aliments.
125	Nutrition for Growth (N4G)	Dénutrition (retard de croissance et émaciation)	Oui	Dirigée conjointement par les Gouvernements du Royaume-Uni, du Brésil et du Japon, N4G bénéficie de l'appui d'organisations de la société civile et de fondations philanthropiques de premier plan.
126	Partenariat international pour la santé et initiatives apparentées (IHP+)			IHP+ est un groupe de partenaires engagés à améliorer la santé des citoyens dans les pays en développement. Ces partenaires travaillent ensemble pour mettre en pratique les principes internationaux pour une aide et une coopération au développement efficaces dans le secteur de la santé. Cette initiative mondiale est administrée par l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale. IHP+ vise à encourager la coopération interinstitutions plutôt que la compétition, à réduire les coûts de transaction, à améliorer l'efficacité et la prévisibilité de l'aide, à accroître la mobilisation des ressources des gouvernements et des partenaires de développement au profit du secteur de la santé, à enrichir les connaissances et à stimuler le partage des connaissances entre les pays et les partenaires de développement
127	Le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Le PMNCH fournit à plus de 700 organisations réparties dans 77 pays une plateforme où elles peuvent harmoniser objectifs, stratégies et ressources et convenir d'interventions en vue d'améliorer la santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents. Il poursuit une mission essentielle en aidant les différentes parties prenantes à aligner leurs orientations stratégiques et à mobiliser une action collective et responsable afin d'améliorer la santé et le bien-être des femmes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents, partout dans le monde.
128	Safe Supply of Affordable Food Everywhere (SSAFE)	Sécurité alimentaire	Oui	SSAFE (Des aliments sains partout et pour tous) constitue un partenariat entre des entreprises intervenant dans le système alimentaire mondial, des ONG internationales, des organisations intergouvernementales et des universités. Désireux d'assurer l'accès de tous à des aliments sains, nutritifs et abordables, cet organisme axe son action sur le renforcement des services de santé animale pour assurer une meilleure sécurité alimentaire.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET INITIATIVES MULTIPARTITES				
129	Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'initiative SUN est une plateforme qui mobilise les gouvernements et d'autres entités dans le cadre d'une action collective visant à renforcer la nutrition aux niveaux mondial et national. Elle se compose de cinq réseaux (pays, secteur privé, société civile, partenaires de développement et Nations Unies), qui opèrent à la fois à l'échelon national et à l'échelon mondial, avec pour principal objectif d'encourager l'action au niveau des pays.
130	Food and Nutrition Technical Assistance III Project (FANTA)	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Oui	Ce projet a été mis en place pour améliorer la santé et le bien-être des personnes, des familles et des communautés vulnérables dans les pays en développement en renforçant les systèmes, les programmes et les politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il fournit un appui technique complet à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ainsi qu'à ses partenaires, notamment les gouvernements des pays hôtes, des organisations internationales et des ONG tant à l'échelon mondial que national, en apportant son soutien à la conception et au déploiement de programmes dans les pays cibles et en mettant à profit son expérience sur le terrain pour renforcer le corpus de connaissances scientifiques, les méthodes et les normes mondiales à l'appui de l'élaboration de programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
131	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Sécurité alimentaire	Non	Le FEM a mis en place un programme dont l'objectif est de préserver les ressources naturelles – terres, eau, sols, arbres et ressources génétiques – sur lesquelles repose la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce programme encourage la durabilité et la résilience pour la sécurité alimentaire en contribuant à réduire la dégradation des terres et la perte de biodiversité, à favoriser la reconstitution de la végétation naturelle et à accroître le stockage de carbone dans le sol.
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
132	Academy of Breastfeeding Medicine (ABM)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'Academy of Breastfeeding Medicine est une organisation internationale regroupant des médecins ayant pour objectif la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement et de la lactation humaine.
133	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	Dénutrition	Oui	L'IFPRI a pour mission d'améliorer la compréhension des politiques agricoles et alimentaires nationales pour encourager l'adoption d'innovations dans le domaine des technologies agricoles au moyen de la recherche. Il mène des études sur les politiques alimentaires et les diffuse par le biais de centaines de publications, de bulletins d'information, de conférences et autres initiatives. Il fait partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.
134	Transform Nutrition (TRN)	Dénutrition	Oui	Cet organisme a pour mission de fournir aux parties prenantes dans les pays les plus touchés – décideurs, société civile et dirigeants d'entreprises – des études de qualité pour les aider à résoudre les problèmes de dénutrition.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
135	Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS)	Sécurité alimentaire	Oui	FEWS est l'un des principaux prestataires en matière d'alerte précoce et d'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë. Il fournit des analyses objectives et fondées sur des preuves dans le but d'aider les décideurs gouvernementaux et les agences humanitaires à se préparer et à intervenir face à des crises humanitaires.
136	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	Sécurité alimentaire	Oui	Le CGIAR est un partenariat mondial de recherche agricole pour un futur sans faim. De par son orientation scientifique, il œuvre à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à encourager une gestion plus efficace des ressources naturelles et des services écosystémiques.
137	HarvestPlus (HPL)	Sécurité alimentaire	Oui	HarvestPlus (Programme-défi sur la biofortification) œuvre pour la production de végétaux nutritifs biofortifiés et pour leur distribution à une plus grande échelle en vue d'améliorer la sécurité alimentaire dans le monde en favorisant l'ajout de micronutriments dans les régimes alimentaires des personnes qui souffrent de carences. Avec l'aide de ses partenaires, HarvestPlus met au point de nouvelles variétés de cultures de base plus nutritives, à teneur plus élevée en vitamine A, en fer ou en zinc – les trois micronutriments reconnus par l'OMS comme étant les plus limitants dans les régimes alimentaires dans le monde. HarvestPlus fait partie du programme de recherche du CGIAR sur <u>l'agriculture pour la nutrition et la santé</u> (A4NH).
138	World Public Health Nutrition Association (WPHNA)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Cette association a pour mission de rassembler les intervenants ayant un intérêt commun pour la promotion et l'amélioration de la nutrition et de la santé publique. Elle s'attache également à faire entendre la voix des professionnels de la nutrition et de la santé publique à l'échelle internationale.
139	Conseil international de l'information alimentaire	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Le Conseil international de l'information alimentaire œuvre pour la communication efficace de données scientifiques sur la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire pour le bien commun. De plus, il fait réaliser des travaux de recherche primaire pour sonder l'opinion publique sur les questions liées à la sécurité sanitaire des aliments, à la nutrition et à la santé, et diffuse les conclusions de ces études auprès des parties prenantes et du grand public.
140	International Nutrition Foundation (INF)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'INF s'emploie à renforcer les capacités des individus et des institutions des pays en développement dans les domaines de la recherche, des politiques et des programmes en matière de nutrition, de sorte que ces acteurs puissent lutter efficacement contre les problèmes d'alimentation, de nutrition et de faim dans leurs pays. Pour mener à bien cette mission, la fondation octroie des bourses pour l'éducation nutritionnelle, fait connaître les études, politiques et programmes portant sur la nutrition et mène des recherches en nutrition.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
141	Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	Le CIRC œuvre en faveur de la collaboration internationale dans la recherche sur le cancer et veille à ce que les résultats des recherches menées se traduisent en politiques de lutte contre le cancer.
142	Institut international des sciences de la vie (IISV)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	Cet institut a pour mission d'améliorer la santé et le bien-être des populations en mettant à contribution des scientifiques du milieu universitaire et des secteurs publics et privés pour faire avancer les connaissances scientifiques dans quatre domaines thématiques: sécurité sanitaire des aliments et de l'eau; toxicologie et évaluation des risques; nutrition et santé; durabilité agricole et sécurité nutritionnelle.
143	Union internationale des sciences de la nutrition (UISN)	Questions générales liées à la nutrition	Oui	L'UISN a pour objectif de faire avancer la science, la recherche et le développement dans le domaine de la nutrition au niveau mondial par le biais d'une coopération internationale. Elle s'attache également à favoriser la communication et la collaboration entre les scientifiques spécialisés en nutrition de même qu'à diffuser les données relatives aux sciences de la nutrition grâce aux moyens de communication modernes.
144	Rapport sur la nutrition mondiale	Questions générales liées à la nutrition	Y	Le rapport propose un examen annuel indépendant de la situation de la nutrition dans le monde. La troisième et plus récente édition, qui date de 2016, s'intéresse aux progrès accomplis par rapport aux récents engagements pris en matière de nutrition à l'échelle mondiale et met en lumière les mesures qu'il est possible de prendre pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.
145	World Cancer Research Fund International (WCRFI)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	Autorité mondiale en ce qui a trait au lien entre régime alimentaire, poids, activité physique et cancer.
146	Diabetes Action Research and Education Foundation (DACREF)	Maladies non transmissibles liées à l'alimentation	Oui	Cette fondation œuvre pour la prévention et le traitement du diabète et appuie le financement de recherches innovantes et prometteuses visant à trouver un remède contre cette maladie et les complications associées. Elle accorde des bourses pour la recherche dans le domaine de la nutrition.
147	Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Oui	Ce groupe indépendant rassemble des experts influents qui se sont engagés à relever les défis mondiaux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils réalisent des études pour déterminer dans quelle mesure des changements au niveau de l'agriculture et des systèmes alimentaires pourraient améliorer la nutrition, ils donnent un nouvel éclairage sur le rôle actuel et futur de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans la perspective d'un renforcement de la nutrition et, enfin, ils encouragent la collaboration dans ces deux secteurs en vue d'accroître la qualité des régimes alimentaires et les résultats nutritionnels pour tous.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
148	Groupe d'experts internationaux sur les systèmes alimentaires durables	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Oui	Ce groupe rassemble des experts de différentes disciplines afin d'éclairer les débats sur les mesures à prendre pour réformer les systèmes alimentaires dans le monde. Il s'intéresse aux questions de dénutrition, d'obésité, de précarité des moyens d'existence en milieu rural et de dégradation de l'environnement sous l'angle de systèmes alimentaires intégrés, en mettant en exergue les interactions, les déséquilibres dans les rapports de force, les blocages politiques et les leviers de changement potentiels au niveau des systèmes.
149	EAT Initiative (EAT)	Questions générales liées à la nutrition et sécurité alimentaire	Oui	L'initiative EAT encourage la recherche interdisciplinaire en stimulant la collaboration entre les différentes disciplines scientifiques ayant un lien avec les questions d'alimentation, et ce, dans le but d'améliorer la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments et de s'attaquer aux problèmes mondiaux en matière de santé et d'environnement, comme l'épidémie d'obésité et de maladies non transmissibles, le changement climatique et la dégradation des écosystèmes. L'un des objectifs à long terme de l'initiative consiste à formuler, à l'intention des consommateurs et du secteur privé, un vaste ensemble intégré de directives pratiques sur les régimes alimentaires sains et durables, en tenant compte des impacts du champ jusqu'à l'assiette.
150	Centre for Agriculture and Biosciences International (CABI)	Sécurité alimentaire	Non	Le CABI est une organisation internationale sans but lucratif qui améliore la qualité de vie en diffusant de l'information et en tirant parti de son expertise scientifique pour résoudre des problèmes dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement.
151	Institute of Development Studies (IDS)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'IDS est un institut mondial de premier plan, installé à l'Université du Sussex et spécialisé dans plusieurs domaines: recherche appliquée au développement; enseignement et apprentissage; impact et communications. Son module de recherche en santé et nutrition comprend des programmes de recherche et d'aide aux politiques axés sur les systèmes de santé, la nutrition et la compréhension des zoonoses. L'objectif est d'étudier, sous l'angle des sciences sociales, comment les individus, et en particulier les pauvres, satisfont leurs besoins en matière de santé et de nutrition et comment les gouvernements et autres groupes influencent les résultats dans ces deux secteurs.
152	The Lancet (LANCET)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Revue scientifique à comité de lecture, The Lancet publie des séries d'articles consacrés à la nutrition, comme la série sur la nutrition et le métabolisme ou celle sur la dénutrition maternelle et infantile.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
153	Sight and Life (SAL)	Dénutrition et carences en micronutriments	Non	Sight and Life est un groupe de réflexion à vocation humanitaire axé sur la nutrition, qui souhaite concrétiser sa vision d'un monde libéré de la malnutrition. Il se mobilise en faveur de la lutte mondiale contre la malnutrition en faisant progresser la recherche, en diffusant les pratiques optimales et en sollicitant le soutien d'autres partenaires.
154	Centre for Global Development (CGD)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Ce centre s'emploie à faire évoluer les politiques et les pratiques des pays riches et des institutions les plus influentes en vue de faire reculer la pauvreté et les inégalités dans le monde. Véritable creuset des politiques, le CDG rassemble des experts de calibre international qui, au moyen de recherches rigoureuses et indépendantes, créent un nouveau savoir et des solutions concrètes..
155	Electronic Development and Environment Information System (ELDIS)	Questions générales liées à la nutrition et dénutrition	Non	ELDIS a créé le «Nutrition Resource Guide», qui fournit un accès à des études et ressources pertinentes, variées et crédibles sur la nutrition. Ce guide porte principalement sur les thèmes suivants: causes et conséquences de la malnutrition; interventions expressément axées sur la nutrition; interventions tenant compte de la nutrition; économie politique de la dénutrition. Il est conçu pour informer les personnes qui souhaitent faire valoir les aspects critiques liés au développement dans les débats sur la nutrition.
156	Abt Associates (ABT)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Dans le cadre de son mandat, cette organisation s'est penchée sur la quasi-totalité des programmes d'alimentation et de nutrition mis en place par le service du Département de l'agriculture des États-Unis en charge de l'alimentation et de la nutrition. Elle a couvert tous les aspects liés à l'exécution et à l'impact de ces programmes. Grâce à son expérience dans le domaine de la santé familiale, Abt Associates peut non seulement mener des recherches rigoureuses, mais aussi proposer des solutions créatives pour contribuer à la production et à la promotion d'aliments sains et sans danger. Ses initiatives contribuent également à promouvoir les technologies agricoles durables, la diversification des cultures et l'enrichissement en micronutriments des aliments de base comme le riz, la farine et l'huile végétale.
157	John Snow INC (JSI)	Questions générales liées à la nutrition	Non	JSI s'engage à favoriser l'autonomisation des populations, à commencer par les femmes et les travailleurs de la santé, en menant des interventions essentielles dans le domaine de la nutrition et de l'hygiène à l'appui de l'objectif de développement durable 3 qui vise à réduire de manière notable la mortalité maternelle et infantile. JSI participe à plusieurs projets internationaux (SPRING, par exemple) dont l'objectif est d'améliorer l'état nutritionnel des personnes vulnérables et de s'attaquer aux problèmes de dénutrition.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
158	International Centre for Research on Women (ICRW)	Sécurité alimentaire	Non	La mission d'ICRW consiste à favoriser l'émancipation des femmes, à promouvoir l'égalité entre les sexes et à lutter contre la pauvreté dans les pays en développement. Pour atteindre ces objectifs, le centre s'associe à des partenaires en vue de mener des recherches empiriques, de participer au renforcement des capacités et de mettre en avant des solutions concrètes, fondées sur des données probantes, pour faire évoluer les politiques et les programmes.
159	Worldwatch Institute (WWI)	Sécurité alimentaire	Non	Le programme de Worldwatch en matière d'alimentation et d'agriculture met en relief les avantages – pour les agriculteurs, les consommateurs et les écosystèmes – qu'il est possible de tirer de systèmes alimentaires suffisamment souples pour s'adapter à l'évolution des régimes météorologiques, suffisamment productifs pour répondre aux besoins de populations en expansion, et suffisamment accessibles pour soutenir les communautés rurales.
160	Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Sécurité alimentaire	Non	La mission de l'ICARDA porte principalement sur l'amélioration de la nutrition: un approvisionnement efficace et constant en aliments nutritifs et abordables est en effet la clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de milliards de personnes vivant dans le monde en développement.
161	Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI)	Sécurité alimentaire	Non	Cet institut contribue à améliorer la sécurité alimentaire et à faire reculer la pauvreté dans les pays en développement au moyen de recherches visant à favoriser une exploitation plus efficace et plus durable du bétail.
162	Institut international de recherche sur le riz (IRRI)	Sécurité alimentaire	Non	L'IRRI vise plusieurs objectifs: réduire la pauvreté et la faim, améliorer la santé des producteurs et des consommateurs de riz, et veiller à la durabilité environnementale de la riziculture. Pour les atteindre, il mise sur des projets de recherche en coopération, sur l'établissement de partenariats et sur le renforcement des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles des pays dans lesquels il intervient.

N°	Acteur	Domaine d'action prioritaire	Mandat axé explicitement sur la nutrition (Oui/Non)	Rôle
INSTITUTIONS DE RECHERCHE				
163	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT)	Questions générales liées à la nutrition	Non	L'ICRISAT est un organisme international sans but lucratif spécialisé dans la recherche scientifique pour le développement, qui œuvre pour réduire la pauvreté, la faim, la malnutrition et la dégradation de l'environnement dans les zones tropicales arides.
164	Biodiversity International (BIO)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Biodiversity International est un chef de file de la recherche pour le développement, qui œuvre pour la préservation et l'utilisation de la diversité forestière et agricole en vue de combattre la pauvreté et la malnutrition et de promouvoir un développement durable. Cet organisme fait partie du système du CGIAR, et ses travaux sur la commercialisation et la nutrition contribuent au programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH) ainsi qu'à d'autres programmes de recherche, y compris les différents programmes de recherche du système.
165	Oxford Policy Management (OPM)	Questions générales liées à la nutrition	Non	OPM permet aux décideurs de concevoir et de mettre en œuvre des solutions viables pour réduire les disparités sociales et économiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire. OPM élabore, exécute et évalue des politiques et programmes d'adaptation dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, et contribue à des activités de recherche sur la nutrition (ce qui comprend l'évaluation de programmes).
166	Governance and Social Development Resource Centre (GSDRC)	Sécurité alimentaire	Non	GSDRC est un partenariat regroupant des instituts de recherche, des groupes de réflexion et des organismes de conseil. Il fournit des services de recherche et de conseil conçus sur mesure, en plus des sources d'information régulièrement actualisées qui sont accessibles sur son site web.
167	Institute of Food Technologists (IFT)	Questions générales liées à la nutrition	Non	Sa mission consiste à faire progresser la science alimentaire et son application dans l'ensemble du système alimentaire mondial en établissant des réseaux mondiaux à la fois productifs et interactifs. L'IFT a également pour objectif de promouvoir les technologies alimentaires et leur application, et de présenter des données scientifiques probantes pour alimenter les débats publics sur les questions alimentaires.

Références

1. UNSCN. Strategic Plan 2016-2020. Rome: United Nations Standing Committee on Nutrition, 2016.
2. Smith G. Barthes on Jamie: Myth and the TV revolutionary. *Journal of Media Practice* 2012; 13(1): 3-17.
3. IFPRI. Global Nutrition Report 2015. Washington DC: International Food Policy Research Institute, 2015.
4. Martins VJB, Florencio TMMT, Grillo LP, et al. Long-Lasting Effects of Undernutrition. *Int J Environ Res Public Health* 2011; 8(6): 1817-46.
5. Black MM. Micronutrient Deficiencies and Cognitive Functioning. *The Journal of Nutrition* 2003; 133(11): 3927S-31S.
6. Viteri FE, Gonzalez H. Adverse outcomes of poor micronutrient status in childhood and adolescence. *Nutr Rev* 2002; 60(5 Pt 2): S77-83.
7. Bhutta ZA, Salam RA, Das JK. Meeting the challenges of micronutrient malnutrition in the developing world. *Br Med Bull* 2013; 106: 7-17.
8. Gibson RS. Strategies for preventing multi-micronutrient deficiencies: A review of experiences with food-based approaches in developing countries. Rome: CAB International and FAO, 2011.
9. Saunders J, Smith T. Malnutrition: causes and consequences. *Clinical Medicine* 2010; 10(6): 624-7.
10. Victora CG, Adair L, Fall C, et al. Maternal and child undernutrition: consequences for adult health and human capital. *The Lancet* 2008; 371(9609): 340-57.
11. Black RE, Victora CG, Walker SP, et al. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet* 2013; 382(9890): 427-51.
12. Popkin BM, Adair LS, Ng SW. Global nutrition transition and the pandemic of obesity in developing countries. *Nutr Rev* 2012; 70(1): 3-21.
13. Lim SS, Vos T, Flaxman AD, et al. A comparative risk assessment of burden of disease and injury attributable to 67 risk factors and risk factor clusters in 21 regions, 1990-2010: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2010. *Lancet* 2012; 380(9859): 2224-60.
14. Popkin B. Global nutrition dynamics: the world is shifting rapidly toward a diet linked with non-communicable diseases. *Am J Clin Nutr* 2006; 84: 289 - 98.
15. Wang H, Naghavi M, Allen C, et al. Global, regional, and national life expectancy, all-cause mortality, and cause-specific mortality for 249 causes of death, 1980-2015: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2015. *The Lancet* 2016; 388(10053): 1459-544.

16. Popkin B. The nutrition transition: an overview of world patterns of change. *Nutr Rev* 2004; 62(7 Pt2): 140-3.
17. Guh DP, Wei Z, Bansback N, Amarsi Z, Birmingham CL, Anis AH. The incidence of co-morbidities related to obesity and overweight: A systematic review and meta-analysis. *BMC Public Health* 2009; 9(88): doi:10.1186/471-2458-9-88.
18. Sen A. Development as Freedom. New York: Alfred A. Knopf, Inc; 1999.
19. Friel S, Ford L. Systems, food security and human health. *Food Sec* 2015; 7(2): 437-51.
20. Friel S, Hattersley L, Ford L, O'Rourke K. Addressing inequities in healthy eating. *Health Promotion International* 2015; 30(suppl 2): ii77-ii88.
21. Burns C. A review of the literature describing the link between poverty, food insecurity and obesity with specific reference to Australia. Melbourne: VicHealth, 2004.
22. Pampel FC, Krueger PM, Denney JT. Socioeconomic Disparities in Health Behaviors. *Annu Rev Sociol* 2010; 36: 349-70.
23. UNICEF. Strategy for Improving Nutrition of Children and Women in Developing Countries. New York: UNICEF, 1990.
24. Smith LC, Haddad L. Reducing Child Undernutrition: Past Drivers and Priorities for the Post-MDG Era. *World Development* 2015; 68: 180-204.
25. Hawkes C, Chopra M, Friel S. Globalization, trade and the nutrition transition. In: Labonte R, Schrecker T, Packer C, Runnels V, eds. Globalization and health: Pathways, evidence and policy. New York: Routledge; 2009: 235-62.
26. Ghosh J. The Unnatural Coupling: Food and Global Finance. *Journal of Agrarian Change* 2010; 10(1): 72-86.
27. Clapp J, Desmarais A, Margulis M. State of the world food system. *Canadian Food Studies/La Revue canadienne des études sur l'alimentation* 2015; 2(2): 7-8.
28. Thow A, Snowdon W, Labonté R, et al. Will the next generation of preferential trade and investment agreements undermine prevention of non-communicable diseases? A prospective policy analysis of the Trans Pacific Partnership Agreement. *Health Policy* 2015; 119(1): 88-96.
29. Stuckler D, Nestle M. Big food, food systems, and global health. *PLoS Med* 2012; 9(6): e1001242.
30. Wahlqvist ML, McKay J, Chang Y-C, Chiu Y-W. Rethinking the food security debate in Asia: some missing ecological and health dimensions and solutions. *Food Sec* 2012; 4(4): 657-70.
31. Friel S, Marmot M, McMichael AJ, Kjellstrom T, Vågerö D. Global health equity and climate stabilisation: a common agenda. *Lancet* 2008; 372(9650): 1677-83.

32. McMichael AJ. Integrating nutrition with ecology: balancing the health of humans and biosphere. *Public health nutrition* 2005; 8(6A): 706-15.
33. Garnett T. Where are the best opportunities for reducing greenhouse gas emissions in the food system (including the food chain)? *Food Policy* 2011; 36(S1): S23-S32.
34. Sheeran J. The challenge of hunger. *Lancet* 2008; 371: 180-1.
35. World Bank. World Development Report 2010: Development and Climate Change. Washington DC: World Bank, 2010.
36. IPCC. Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA: Cambridge University Press, 2014.
37. IPCC Working Group II. IPCC 2014: Summary for Policymakers. In: Field CB, V.R. Barros, D.J. Dokken, et al., eds. Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability Part A: Global and Sectoral Aspects Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA: Cambridge University Press; 2014: 1-32.
38. McMichael A, Butler C, Weaver H. Climate change and AIDS: a joint working paper. Kenya: UNEP & UNAIDS, 2008.
39. Berry HL, Hogan A, Owen J, Rickwood D, Fragar L. Climate Change and Farmers' Mental Health: Risks and Responses. *Asia-Pacific Journal of Public Health* 2011; 23(2 suppl): 119S-32S.
40. James S, Friel S. An integrated approach to identifying and characterising resilient urban food systems to promote population health in a changing climate. *Public Health Nutrition* 2015.
41. IFPRI. Global Nutrition Report 2016: From Promise to Impact: Ending Malnutrition by 2030. Washington DC: International Food Policy Research Institute, 2016.
42. WHO, FAO. Rome Declaration on Nutrition: Second International Conference on Nutrition, 19-21 November 2014. Rome: World Health Organization and the Food and Agriculture Organization 2014.
43. ICN2 Conference Outcome Document: Framework for Action, available at: <http://www.fao.org/3/a-mm215e.pdf>
44. UN General Assembly Resolution 70/259, available at: http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.42
45. Black RE, Alderman H, Bhutta ZA, et al. Maternal and child nutrition: building momentum for impact. *The Lancet* 2013; 382(9890): 372-5.
46. Ruel, M.T., Alderman, H. and the Maternal and Child Nutrition Study Group. 2013. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *The Lancet* - 6 June 2013. DOI: 10.1016/S0140-6736(13)60843-0.

47. UN Network for SUN/REACH Secretariat. Compendium of Actions for Nutrition. World Food Programme. 2016.
48. UNSCN. SCN News: Landscape analysis on countries' readiness to accelerate action in nutrition. Geneva: United Nations Standing Committee on Nutrition, 2009.
49. Frenk J, Moon S. Governance challenges in global health. *New England Journal of Medicine* 2013; 368(10): 936-42.
50. Longhurst R. Global Leadership for Nutrition: The UN's Standing Committee on Nutrition (SCN) and its Contributions. IDS Discussion Paper 390. Brighton: Institute of Development Studies, 2010.
51. Black RE, Allen LH, Bhutta ZA, et al. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. *The Lancet* 2008; 371(9608): 243-60.
52. Hoffman SJ, Cole CB, Pearcey M, Royal Institute of International A. Mapping global health architecture to inform the future. 2015.

Liste des abréviations

AAT	Alive & Thrive
ABBOTT	Abbott Nutrition
ABM	Academy of Breastfeeding Medicine
ABT	Abt Associates
ACF (AAH)	Action contre la faim International
ACFM (AAHM)	Alliance contre la faim et la malnutrition
ACTAID	ActionAid
ADM	Archer Daniels Midland
AFSC	Aid for Starving Children
AIEA (IAEA)	Agence internationale de l'énergie atomique
AMAN (GAIN)	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition
APEC	Organisation de coopération économique Asie-Pacifique
ATEH	Alliance to End Hunger
ATNF	Access to Nutrition Foundation
BID (IDB)	Banque interaméricaine de développement
BIO	Bioversity International
BMGF	Bill & Melinda Gates Foundation
BREAD	Bread for the World
CABI	Centre for Agriculture and Biosciences International
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CARITAS	Caritas Internationalis
CCC	Calorie Control Council
CCS (CEB)	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CDC	Centers for Disease Control and Prevention
CGD	Centre for Global Development
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CHC	Congressional Hunger Centre
CHRF	Children's Hunger Relief Fund
CI	Consumers International
CICDD (ICTSD)	Centre international pour le commerce et le développement durable

CIP (IPC)	Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire
CIRC (IARC)	Centre international de recherche sur le cancer
CNUCED (UNCTAD)	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CODEX	CODEX Alimentarius
COH	Convoy of Hope
COKE	The Coca Cola Company
CONC	CONCERN Worldwide US
CRN	Council for Responsible Nutrition
CSA (CFS)	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DACREF	Diabetes Action Research and Education Foundation
DAES (UNDESA)	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DFID	Ministère britannique du développement international
EAT	EAT Initiative
ECOSOC	Conseil économique et social
ELDIS	Electronic Development and Environment Information System
ENN	Emergency Nutrition Network
FAC	Food Assistance Convention
FANTA	Food and Nutrition Technical Assistance III Project
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCF	Family Care Foundation
FEM (GEF)	Fonds pour l'environnement mondial
FENU (UNCDF)	Fonds d'équipement des Nations Unies
FEWS	Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine
FFH	Freedom from Hunger
FFI	Food Fortification Initiative
FFTH	Food For The Hungry
FFTP	Food For The Poor
FIAN	FIAN International pour le droit à une alimentation adéquate
FICR (IFRC)	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FID (IDF)	Fédération internationale du diabète
FIDA (IFAD)	Fonds international de développement agricole
FMC (WHF)	Fédération mondiale du cœur
FMI (IMF)	Fonds monétaire international

FMO (WO)	Fédération mondiale de l'obésité
FNUAP (UNFPA)	Fonds des Nations Unies pour la population
FSC	Food Security Cluster
FTC	Feed the Children
GDPRD	Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural
GSDRC	Governance and Social Development Resource Centre
GNC	Global Nutrition Cluster
GNR	Global Nutrition Report
HCDH (OHCHR)	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR (UNHCR)	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HEART	Health and Education Advice and Resource Team
HEIFER	Heifer International
HHI	Healing Hands International
HKI	Helen Keller International
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
HLPF	High Level Political Forum
HLTF	High Level Task Force on Global Food and Nutrition Security
HPL	HarvestPlus
IAFN	International Agri-Food Network
IATF	Inter-Agency Task Force on the Prevention and Control of Non-Communicable Diseases
IBFAN	Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile
ICAN	International Coalition for Advocacy on Nutrition
ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les zones arides
ICGMA	International Council of Grocery Manufacturer Associations
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
ICRW	International Centre for Research on Women
IDS	Institute of Development Studies
IFIC	International Food Information Council Foundation
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IFT	Institute of Food Technologists
IGN	Iodine Global Network
IHP+	Partenariat international pour la santé et initiatives apparentées
IIDD (IISD)	Institut international du développement durable

IISV (ILSI)	Institut international des sciences de la vie
ILCA	Association internationale des consultant(es) en lactation
ILRI	Institut international de recherches sur l'élevage
INF	International Nutrition Foundation
INFOSAN	International Food Safety Authorities Network
INTACT	InterAction
IPES	International Panel of Experts on Sustainable Food System
IRRI	Institut international de recherche sur le riz
ISPC	Integrated Food Security Phase Classification
JSI	John Snow INC
MCC	Mennonite Central Committee
MI	Micronutrient Initiative
MSC	Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition
MSP	Mécanisme du secteur privé
MTI	Medical Teams International
N4G	Nutrition for Growth
NAFSN	New Alliance for Food Security and Nutrition
NCDA	NCD Alliance
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
OCDE (OECD)	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OIT (ILO)	Organisation internationale du Travail
OMC (WTO)	Organisation mondiale du commerce
OMS (WHO)	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU (UN)	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA (UNAIDS)	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPM	Oxford Policy Management
OXFAM	Oxfam International
PAM (WFP)	Programme alimentaire mondial
PATH	Programme for Appropriate Technology in Health
PLAN	PLAN International
PMNCH	Le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

PNUD (UNDP)	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE (UNEP)	ONU Environment
PRACTA	Practical Action
RAH (SHN)	Rise Against Hunger
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
RELIEF	Relief International
SAL	Sight and Life
SFSP	Programme pour des systèmes alimentaires durables
SPRING	Strengthening Partnerships, Results and Innovations in Nutrition Globally
SSAFE	Safe Supply of Affordable Food Everywhere
STC	Save the Children
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition
THDYS	Thousand Days
THP	The Hunger Project
TRF	The Rockefeller Foundation
TSA	the Salvation Army International
UICC	Union internationale contre le cancer
UISN (IUNS)	Union internationale des sciences de la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
UNW	United Nations Women
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis
WABA	World Alliance for Breastfeeding Action
WBG	World Bank Group
WCRFI	World Cancer Research Fund International
WME	World Missionary Evangelism
WPHNA	World Public Health Nutrition Association
WVI	World Vision International
WWI	Worldwatch Institute

Crédits photos

Couverture: UN Photo/Rick Bajornas

Page 5: UN Photo/Mark Garten

Page 8: UN Photo/JC McIlwaine

Page 17: FAO/Alessandra Benedetti

Page 18: FAO/Alessandra Benedetti

Page 21: FAO/Giulio Napolitano

Page 23: FAO/Giulio Napolitano

Vision de l'UNSCN

Un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition est réalisable dans cette génération



Secrétariat de l'UNSCN

info@unscn.org • www.unscn.org • c/o FAO • Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie



United Nations System Standing Committee on Nutrition

